



LE POING ET LA ROSE

12, Cité Malesherbes, 75009 Paris - Organe du Parti Socialiste

N° 38 - FÉVRIER 1975 - 1 F

CONGRÈS DE PAU

*Un grand Parti
vivant et présent dans les luttes*



M.-P. GUÉNA

**COMPTE RENDU
DES
TRAVAUX**

**TEXTE
DE LA MOTION FINALE
D'ORIENTATION**

LE DÉROULEMENT DES TRAVAUX DU CONGRÈS

● Vendredi 31 janvier, 11 heures : le Congrès de Pau est déclaré ouvert et les 1500 congressistes réservent un accueil chaleureux à André Labarrère, député-maire de la ville et président de la première séance plénière. **A travers lui, c'est à tous les militants de Pau et de la fédération des Pyrénées-Atlantiques que s'adressent les applaudissements de la salle** : ce n'est pas une mince affaire que d'organiser le Congrès du premier parti de France et tout – de l'accueil et de l'hébergement des congressistes, à la fête régionale du vendredi soir, en passant par le restaurant, le bar, les stands divers et jusqu'au fléchage en ville pour militants désorientés – tout se révéla digne d'un éloge sans restriction. Chapeau.

Après avoir salué les **représentants des autres forces de gauche** venus assister aux travaux – notamment le P.C.F., représenté par Paul Laurent et le Mouvement des Radicaux de gauche par François Loncle – les congressistes devaient applaudir les **délégués étrangers**, introduits à la tribune du Congrès par Robert Pontillon et Didier Motchane. Applaudissements particulièrement nourris pour les délégations espagnole, portugaise et chilienne, cette dernière conduite par Carlos Altamirano, secrétaire général du P.S. chilien. On notait la présence de représentants des P.C. européens, pour la première fois, d'une importante délégation du Parti communiste d'Union Soviétique et du P.C. polonais (p. 10).

● Après le premier repas pris en commun dans la grande salle du restaurant du Congrès, l'après-midi était consacré aux premières réunions de courants, pendant qu'une **conférence de presse sur les problèmes féminins** réunissait les journalistes autour de Marie-Thérèse Eyquem. On se

retrouvait tous en fin d'après-midi en assemblée plénière sous la présidence de Pierre Guidoni, séance marquée notamment par les discours des nouveaux adhérents Robert Chapuis et André Acquier – respectivement au nom des 2^e et 3^e composantes des Assises nationales du Socialisme – consacrant en quelque sorte **l'élargissement du Parti** et la fin du processus de rassemblement enclenché au lendemain des élections présidentielles par l'appel de François Mitterrand.

On passait ensuite au **vote indicatif par mandats**, les délégués ayant à se prononcer sur les quatre motions en présence. La motion 1 rassemblait 3232 mandats, cependant que 735 voix se portaient sur l'amendement qui y était joint. La motion 2, 1208 mandats (30 voix pour l'amendement). La motion 3 : 159 mandats ; et la motion 4 : 144 (plus 6 abstentions et 1 absent). Restaient donc **deux motions en présence**, après ce vote, dont aurait à se saisir la **Commission des résolutions** qui réunissait le soir même ses 61 membres pour une première séance de travail à la mairie de Pau (p. 7). Les autres délégués étaient conviés à la fête, au Casino de la ville : il faut bien aussi, parfois, que le Congrès s'amuse...

● Les travaux reprenaient le samedi matin en séance plénière, sous la présidence de André Jeanson. Deux autres séances devaient encore avoir lieu, samedi après-midi et dimanche matin, présidées successivement par Marie-Thérèse Eyquem, Alain Savary et Gaston Defferre. Les orateurs se succédèrent à la tribune au fil des heures, chacun défendant son point de vue, cherchant à convaincre, à plaire, à émouvoir, à entraîner l'adhésion d'une salle attentive : loi éternelle, rite immuable des congrès politiques. Au

cœur des préoccupations de tous, bien sûr, **le développement et le renforcement de notre Parti, la confirmation de ses choix antérieurs de rupture avec le système capitaliste**, dans la période difficile que traverse l'Union de la gauche. On trouvera, pages 11 à 16, des larges extraits du discours prononcé samedi après-midi par François Mitterrand. Les relations avec le Parti communiste français occupèrent une part importante des travaux de notre Congrès, comme on pouvait bien sûr s'y attendre. Elles firent ainsi l'objet, dimanche matin, d'une communication spéciale de Lionel Jospin reprenant les grandes lignes du travail d'analyse effectué par le **groupe de travail** qu'il anime, sous la présidence d'A. Gazier. A la demande du Congrès, ce travail sera poursuivi et approfondi pour servir de document de travail à la prochaine **Convention nationale du P.S.**, qui sera consacrée à ce problème majeur pour l'Union de la gauche et pour tous ceux

qui placent en elle leurs espoirs d'une autre société.

● Dimanche matin, enfin, les congressistes eurent à prendre connaissance d'un rapport de la **Commission des résolutions**, qui avait siégé fort tard dans la nuit. Tout le monde savait déjà, à ce moment, que la synthèse ne s'était pas faite entre les deux motions qui restaient en présence. Restait à savoir pourquoi et comment la décision avait été prise. C'est à quoi répondait la relation faite par Louis Mexandeau que nous reproduisons ici intégralement (p. 7).

Le Congrès touchait à sa fin. **Le vote final** – dont nous publions les résultats complets par ailleurs (p. 6), confirmait le choix du Parti. Il n'y a plus aujourd'hui qu'un seul texte, une seule motion, enrichie et amendée par les travaux du Congrès, et qui est, pour deux ans et pour tous, **la loi du Parti**. Nous la publions, à partir de la page 3, dans son intégralité.

Pierre Mauroy devait ensuite monter à la tribune pour y lire le texte d'un **appel aux travailleurs**, adopté ensuite par acclamations (page 7). Debout, les congressistes chantaient l'Internationale. Le Congrès de Pau, **le troisième congrès du Parti socialiste**, était terminé. Dans l'après-midi, la réunion du nouveau Comité directeur désignait les **représentants aux organes dirigeants** (pages 8 et 9).

Yves LARROUY



En compagnie d'André Labarrère, François Mitterrand et une délégation des congressistes avaient tenu à rendre visite au personnel du journal local "la République", qui avait apporté sa contribution au succès du Congrès en réalisant bénévolement chaque jour un journal spécial, "la Gazette du Congrès". Qu'il en soit remercié ici et que soient aussi salués les membres du service d'ordre et tout le personnel qui a assuré, dans des conditions difficiles, le lourd travail de secrétariat de ce Congrès de Pau.

AU SERVICE DU SOCIALISME, UN PARTI

- présent dans les luttes
- vivant dans l'union
- puissant dans l'action



L'adoption de la motion du Congrès comporte la prise en considération de l'annexe publiée avec la motion N° 1.

I. BILANS ET PERSPECTIVES

TROIS ans et demi après le Congrès d'Épinay qui avait défini sa charte et arrêté sa stratégie, le Parti socialiste peut présenter un bilan largement positif de son action. Il a tenu les engagements pris au regard de l'Union de la gauche, il a développé partout son implantation; son audience dans le pays n'a cessé de grandir; des dizaines de milliers d'adhérents nouveaux sont venus rejoindre son combat; la campagne de l'élection présidentielle et le fait que 13 millions de Français ont porté leurs suffrages sur le candidat commun de la Gauche ont montré que la victoire de celle-ci est devenue inéluctable. De cette victoire, le Parti socialiste entend être l'instrument déterminant.

Pour y parvenir, il reste encore beaucoup à faire et il appartenait au Congrès de fixer de nouveaux objectifs pour les deux années à venir.

Ces objectifs se situent tout naturellement dans le cadre de la stratégie d'Union de la gauche, telle qu'elle a été scellée par le Programme commun de gouvernement. Mais ils doivent aider à mettre en relief les analyses

propres au Parti socialiste, notamment sur la crise du capitalisme mondial et sur l'exploitation dont sont victimes les travailleurs français.

Ceux-ci sont de plus en plus persuadés que le Socialisme au service de l'homme peut mettre fin aux inégalités et aux injustices:

- en donnant à la collectivité la maîtrise des grands moyens de production et d'échange;
- en proposant un nouveau modèle de développement;

- en ouvrant la voie de l'autogestion;
- en élargissant sans cesse le champ des libertés individuelles et collectives?

- en menant sur le plan international une double action visant à créer une véritable organisation communautaire de l'Europe et à assumer une nouvelle dimension de la lutte des classes: en particulier par une solidarité plus active aux peuples du tiers-monde.

Pour être présents en même temps sur tous ces terrains, les socialistes ont besoin d'un Parti capable non seulement de consolider les positions acquises mais de devenir encore plus fort, mieux organisé, davantage au service des travailleurs et plus à même de préparer les prochaines victoires.

II. LES GRANDS AXES DE L'ACTION DU PARTI SOCIALISTE

1. L'Union de la gauche

Le Parti socialiste s'est prononcé lors du Congrès d'Épinay pour une stratégie de rupture avec le capitalisme. Cette stratégie implique la politique d'Union de la gauche qui seule permettra un changement en profondeur de la société, politique qu'il convient de poursuivre sans esprit de retour.

L'opinion publique et les travailleurs le comprennent. L'Union de la gauche a recueilli l'adhésion de dix millions de Français lors des élections législatives de mars 1973, puis celle de treize millions de Français lors de l'élection présidentielle de mai 1974 soit, pour la seule métropole, 49,5% des suffrages.

2. Le Programme commun de gouvernement

Le Programme commun de gouvernement à la rédaction duquel le Parti socialiste a pris une part très active a ouvert dès juin 1972 des perspectives nouvelles au combat des forces de progrès. Il propose à notre peuple un certain nombre d'options fondamentales pour combattre le système capitaliste et pour créer les conditions de l'avènement d'une société

socialiste. Il a déjà permis de cimenter efficacement le front de classe des exploités.

Il s'agit d'en prolonger la logique en fonction des nouveaux problèmes que fait surgir l'évolution de la crise mondiale et qui mettent en évidence l'importance et l'urgence des changements de structure prévus par le Programme. Le Parti engagera dès maintenant avec la participation des ouvriers, des employés et des cadres des entreprises directement concernées un travail portant sur la réalisation pratique des nationalisations qui devront être opérées. Les conclusions et les propositions auxquelles aboutira le Parti socialiste seront soumises aux signataires du Programme commun dès qu'une discussion utile pourra être entreprise.

3. Un Parti socialiste nombreux et fort

D'un Parti socialiste nombreux et fort dépend la victoire durable de la Gauche. Son développement et l'affirmation de son originalité au sein de l'Union renforcent la montée du mouvement ouvrier en France. Par son propre programme, le Parti socialiste a jeté, il y a deux ans déjà, les bases d'un projet de société auquel il demeure fidèle. Par l'Union de la gau-

che et le Programme commun, il rassemble 140 000 adhérents recensés, pour 80 000 en 1971. Il accroît considérablement le nombre de ses électeurs. Il apparaît comme pouvant devenir bientôt le premier parti de France. Sans vain esprit de compétition, il cherche à s'élargir et à améliorer son action et ses structures. Il a conscience que de son développement dépend la victoire de la Gauche.

4. Un projet autogestionnaire

Le Parti socialiste s'est prononcé pour une planification démocratique de l'économie, ce qui implique l'appropriation collective des grands moyens de production et d'échange. L'extension du secteur public et la conquête du pouvoir d'État constituent une seule et même démarche politique. Celle-ci doit conduire à l'édification d'une société libre et vivante dans laquelle le projet d'autogestion, héritage de la pensée des socialistes français des XIX^e et XX^e siècles, trouvera, grâce aux luttes sociales menées dans une perspective de contrôle et au soutien apporté à ces luttes par le Parti socialiste, son point d'application.





La responsabilité des travailleurs dans l'entreprise et leur droit à intervenir directement dans l'élaboration des choix de l'entreprise garantiront les libertés et seront gages d'efficacité. Le Parti socialiste tiendra au printemps prochain une Convention nationale qui devra définir, après un vaste débat dans toutes les sections et fédérations, ce qu'il convient d'entendre par la perspective autogestionnaire inscrite dans notre programme et qui devra faire l'objet d'une ardente campagne dans le pays tout entier.

5. La formation des militants, objectif n°1

Le Parti socialiste sera confronté dans les années prochaines à des tâches immenses. Aussi doit-il se donner les moyens de répondre à l'espérance populaire.

Le grand nombre d'adhésions recueillies au cours des derniers mois lui fait un devoir de consacrer une part très importante de son activité aux tâches de formation. Aussi proposons-nous de créer un Centre national de formation qui fonctionnera comme une sorte d'école normale et qui essaiera à travers la France. Aux cadres et aux militants du Parti, un bagage idéologique solide sera donné. Il les aidera à former à leur tour d'autres militants ainsi préparés à une action directe sur le terrain des luttes politiques, économiques et sociales.

6. Une organisation moderne, une meilleure communication

De même, un soin tout particulier sera apporté à une meilleure circulation de l'information depuis la direction nationale jusqu'à la base, mais aussi depuis les sections et les fédérations jusqu'au niveau central de l'organisation. Des moyens techniques (ordinateurs), financiers et matériels seront réunis pour moderniser les circuits d'information du Parti.

La désignation à tous les échelons de responsables spécialisés dans les tâches d'information et de formation, de responsables des problèmes économiques et sociaux, du cadre de vie, de l'agriculture, de la presse, permettra de rendre les sections et les fédérations toujours plus vivantes et plus actives. Ce résultat sera obtenu par l'intensification des formes de travail en équipe.

Le Parti devra également tenir compte du rôle politique croissant que les femmes sont appelées à jouer à l'intérieur de l'organisation du fait de leur action militante. Il veillera à ce qu'elles prennent conscience de la situation d'exploitées dans laquelle la plupart d'entre elles se trouvent et leur donnera les moyens de mener le combat politique.

Le Parti exercera, grâce à un échange fructueux et un dialogue permanent entre élus et militants, un contrôle réel des élus locaux et nationaux. Les responsabilités des sections, des fédérations départementales et des orga-

nismes directeurs en la matière sont d'ores et déjà précisées dans les statuts. Il conviendra d'assurer une pratique vivante des textes. Le développement et les progrès de l'Association nationale des Élus socialistes et républicains, ainsi que la participation active de nos parlementaires et de nos maires aux récentes campagnes seront le gage d'une meilleure harmonie.

A l'heure actuelle, les fédérations départementales connaissent un accroissement régulier de leurs effectifs. Pour mieux agir, il leur faut se doter au moins d'un siège départemental et pouvoir engager un ou des permanents. Le Parti lui-même entreprend un effort considérable pour disposer d'un siège national nouveau et moderne, à l'écoute et au service des fédérations. Ce siège permettra de réserver une plus grande place que par le passé à la réception des militants. Ils trouveront là des salles de réunion, une bibliothèque, une librairie et les divers services dont ils ont besoin lorsqu'ils viennent à Paris. Le Parti doit se mobiliser autour de la souscription lancée pour le nouveau siège national, symbole de la croyance en l'avenir du socialisme. Aucun problème relevant de la pratique ne doit être négligé, alors que des actions difficiles nous attendent : présence sur tous les terrains de lutte, actions dans les entreprises, dans les quartiers des villes et en milieu rural, actions politiques de toutes sortes.

De même, il faudra renforcer la diffusion de la presse et la vente militante de nos journaux sur les lieux de travail et dans le pays.

7. Priorité aux entreprises

Enfin, on accordera une priorité absolue au développement des sections et des groupes d'entreprises qui sont la manifestation de l'enracinement en milieu ouvrier. Là aussi, le plus grand soin sera apporté au développement de la presse d'entreprise et à l'explication politique.

Le renforcement des sections et des fédérations, des relations de plus en plus étroites, et réclamées par tous, avec l'échelon national, permettront tout au long de l'année l'animation du Parti à travers de grandes campagnes d'opinion et d'action. Celles-ci accroîtront la cohésion et le dynamisme du mouvement socialiste et porteront son niveau de combativité au plus haut point.

Pour traduire dans la réalité des instances dirigeantes nationales l'arrivée au Parti socialiste, avant et après les Assises, de dizaines de milliers de militants et pour permettre au pluralisme des choix de s'exprimer le plus largement possible, le nombre des membres du Comité directeur et du Bureau exécutif est accru. La fonction même du Comité directeur devant s'appliquer plus encore qu'hier aux débats de fond sur la politique générale du pays et du Parti, la présence de tous les courants et orientations de pensée contribuera à une meilleure étude des décisions à prendre.

Telle est la position du Parti socialiste qui ne se reconnaît le droit ni d'inviter les Français à voter pour la Gauche, et ayant obtenu leur confiance de n'en rien faire, ni de poser le problème de l'alternance en termes d'affrontement et de violence. Procéder autrement reviendrait à pratiquer la politique du pire et à laisser le champ libre aux amateurs de coups d'Etat avant même que la nouvelle majorité ait pris en charge les intérêts du pays.

Le Parti socialiste maintient la position adoptée par l'Union de la gauche lors des élections législatives de 1973 et sa conception de l'alternance démocratique. Il se déclare prêt, si le suffrage universel en décide, à assurer le gouvernement de la France dans le respect des engagements auxquels il a souscrit, en premier lieu le Programme commun qui reste pour lui le fondement de la garantie de l'Union de la gauche.

Si des événements devaient modifier en profondeur le jeu des institutions, la loi du Parti socialiste serait alors de choisir en toute circonstance la voie démocratique, c'est-à-dire qu'aucun pouvoir ne serait à ses yeux ni légitime, ni acceptable qui n'aurait pas reçu la sanction du suffrage universel.

Il va de soi qu'aucune éventualité d'ordre parlementaire n'a de chance d'aboutir durablement si le Parti ne garde pas dans l'exercice du pouvoir un soutien populaire permanent. La nécessaire articulation entre action gouvernementale et soutien populaire ne saurait cependant être laissée à l'improvisation des lendemains de victoire. Le Parti veillera à ce que soient étudiées dès aujourd'hui les conditions de sa réalisation, en particulier il approfondira dans le respect de l'autonomie de chacun ses relations avec le mouvement syndical et l'ensemble des organisations présentes sur les différents terrains de luttes sociales.

Le Parti socialiste et les élections municipales

Diverses polémiques ont été lancées à l'extérieur et à l'intérieur du Parti sur la question des alliances aux élections municipales. Les signataires rappellent à ce sujet :

1. Que les dernières élections municipales ont eu lieu en mars 1971, soit trois mois avant le Congrès constitutif d'Épinay et quinze mois avant le Programme commun. La direction actuelle n'a donc pas à rendre compte d'une situation qui ne lui a été opposée à aucun moment par ses partenaires lors de la discussion et de la signature du Programme commun ;
2. Que les prochaines élections municipales auront lieu en mars 1977. Or, d'ici là, rien n'assure que le mode de scrutin pour les villes de plus de trente mille habitants restera inchangé. Un congrès aura lieu en temps utile pour arrêter les décisions à prendre, avant les prochaines élections municipales ;
3. François Mitterrand a déclaré en novembre dernier, sur les antennes d'Europe 1 que le Parti socialiste ne contracterait d'alliances aux élections municipales qu'avec des groupes ou des personnes ayant souscrit aux options du Programme commun de la gauche.

Dans cet esprit, les signataires demandent que le Parti socialiste recherche en toutes circonstances le meilleur accord possible avec les formations politiques signataires du Programme commun. Il appartiendra aux fédérations départementales d'apprécier dans le cadre de leur compétence les propositions qui leur seront faites par ces formations politiques au regard des intérêts légitimes du Parti. Le Bureau exécutif national veillera à ce que soient strictement respectées les décisions des Congrès d'Épinay et de Grenoble, récusant toute alliance de type troisième force.

Le Parti s'efforcera de donner aux accords à passer avec les organisations de gauche un contenu qui marque notre volonté de développer l'information des citoyens, leur participation aux décisions qui les concernent et la présence dans les assemblées locales des militants engagés dans les luttes sur le terrain de l'entreprise et du cadre de vie.

Les Assises du socialisme

Les signataires renouvellent l'accord qu'ils ont donné au texte adopté par la Convention nationale du 8 décembre 1974, et notamment sur les extraits suivants :

III. PROPOSITIONS CONCRÈTES SUR LES PROBLÈMES ACTUELS

Dans cette 3^e partie de la motion sont rassemblées des propositions touchant à la réalité du combat politique d'aujourd'hui et sont proposées des explications sur les choix du Parti. Les camarades pourront ainsi en connaissance de cause soutenir ou non la direction nationale et François Mitterrand dans l'action qu'ils mènent.

Le Parti socialiste et l'éventualité de son arrivée au pouvoir

Les signataires font leur déclaration suivante, communiquée à la presse par le Premier secrétaire en réponse à diverses questions sur les intentions du Parti socialiste.

Le président de la République a été élu pour sept ans par le peuple français. Le Parti socialiste refuse de considérer que pendant ce temps la Gauche s'interdit à elle-même de prendre en mains les affaires de l'Etat et d'apporter ses propres solutions au pays. Si la majorité des Français se prononce en faveur de la Gauche lors des élections législatives, le devoir du président de la République sera d'appeler la Gauche à gouverner et le devoir de la Gauche sera de gouverner pour appliquer son programme.

Les difficultés qui naîtront de l'opposition entre un président élu par une majorité de droite et une assemblée élue par une majorité de gauche seront tranchées, d'abord par le retour aux règles trop souvent transgressées de la Constitution, puis par la réforme constitutionnelle prévue par le Programme commun.

Le projet de société élaboré et discuté à l'occasion des Assises éclaire le sens général du combat des socialistes qui passe dans la phase historique actuelle par le développement de la politique d'Union de la gauche pour atteindre les objectifs définis dans le Programme commun.

Au total, les travaux des Assises du Socialisme ont abouti à un constat d'identité dont la conclusion logique et positive est l'adhésion de nombreux militants nouveaux, conformément à la vocation pluraliste du Parti.

La représentation de ces militants sera assurée proportionnellement à leur nombre aux différents échelons dans le cadre des courants auxquels ils se rattacheront. Ainsi sera franchie une étape nouvelle, complétant l'œuvre entreprise en 1971 au Congrès d'Epinais, celle du rassemblement de tous les socialistes dans le même Parti socialiste.

Le P.S. et la crise du capitalisme mondial

On assiste aujourd'hui à une campagne du Parti communiste tendant à laisser entendre que le P.S. serait prêt à faire supporter aux travailleurs les conséquences de la crise du capitalisme mondial. Il s'agit d'une contrevérité qui doit être dénoncée comme telle. La direction nationale du P.S. a, au contraire, par les prises de position publiques et constantes de son Premier secrétaire et des secrétaires nationaux, analysé la crise comme révélatrice des contradictions du capitalisme parvenu au stade multinational et cherchant à échapper à ses propres lois économiques et notamment à la baisse de rentabilité du capital en misant sur l'inflation et le chômage. Le P.S. a déclaré hautement qu'il n'était pas question pour la Gauche de gérer la crise pour le compte du grand capital, qu'il se refusait, quant à lui, à toute autre hypothèse de gouvernement que celle qui découle de l'Union de la gauche en vue d'appliquer le Programme commun, et que quelles que soient les hésitations de ses partenaires, il prendrait quant à lui les responsabilités conformes avec ces objectifs. Il estime enfin que la campagne engagée contre lui fait le jeu des partis conservateurs au pouvoir et donc de l'ennemi commun des travailleurs, le grand capital. L'exploitation systématique de cette polémique à sens unique à laquelle se livrent la presse, la radio et la télévision contrôlées par le pouvoir capitaliste montre bien à qui profite cette agression injustifiée.

Politique et syndicalisme

Les signataires constatent avec regret la persistance de divergences politiques et stratégiques entre le Parti et la confédération F.O. Ils ont eu l'occasion de formuler leur désaccord avec certaines prises de position de cette confédération exprimées par son secrétaire général, André Bergeron, lors des récentes luttes sociales. Ils souhaitent que, dans les six prochains mois, soient adoptées des dispositions internes au Parti permettant d'éviter toute confusion entre l'appartenance politique et la responsabilité syndicale. Le P.S. reconnaît, et ses adhérents pratiquent, le pluralisme syndical. S'il est en droit d'attendre de ses militants engagés dans les syndicats un comportement conforme à leurs convictions politiques, il s'interdit de leur donner des directives ou de les sanctionner pour les positions qu'ils prennent au nom de leur organisation syndicale.

Cela vaut pour les responsables F.O. comme pour ceux des autres centrales déjà membres du P.S. ou susceptibles d'y adhérer. Mais le respect de ce principe implique que les déclarations de syndicalistes membres du P.S. ne puissent pas être interprétées comme engageant en quoi que ce soit le Parti.

Les relations P.S.-P.C.

Les signataires considèrent que rien ne justifie les attaques lancées contre le Parti socialiste par le Parti communiste depuis les six élections partielles des 29 septembre et 6 octobre. Ils regrettent l'inconséquence d'une attitude qui ne peut que nuire à la qualité de l'Union de la gauche et à son audience dans le pays. Ils estiment que le Parti doit continuer de rester à l'écart d'une polémique dont le Parti

communiste porte la seule responsabilité. Ils proposent aux militants la déclaration suivante :

Fidèle à ses engagements et à la stratégie qu'il a librement choisie lors de son Congrès constitutif, le Parti socialiste sera présent aux côtés des forces politiques et syndicales de gauche sur tous les terrains de lutte. C'est ainsi qu'il prendra en fonction de ses propres responsabilités l'initiative de campagnes nationales, notamment sur l'emploi et le logement, et s'efforcera de trouver les convergences nécessaires avec ses partenaires politiques et syndicaux de la Gauche. Il prendra contact avec les organisations signataires de la déclaration de novembre 1973 sur la vie chère pour développer les actions qu'appelle ce texte. Le Parti socialiste se déclare par ailleurs prêt à toute rencontre utile avec le Parti communiste dès lors que celui-ci aura cessé la polémique anti-socialiste.

L'action internationale du Parti socialiste

La création d'un Secrétariat national au tiers-monde au lendemain du Congrès de Grenoble a marqué la volonté du Parti de s'insérer davantage dans la lutte des peuples contre l'impérialisme. Des liens étroits se sont créés avec les résistants chiliens. La visite à Cuba d'une délégation conduite par François Mitterrand et Gaston Defferre a permis de créer de véritables relations d'amitié avec Fidel Castro. Le Parti est aujourd'hui en contact avec la plupart des mouvements révolutionnaires et d'indépendance d'Amérique latine et d'Afrique. Cette action sera continuée et approfondie.

Au sein de l'Internationale socialiste, le Parti a proposé la définition de politiques communes sur la monnaie et l'énergie, sur l'aide à apporter au Portugal, sur la coopération entre la C.E.E. et l'Afrique.

Une solidarité particulièrement vivante inspire nos rapports avec les socialistes espagnols et portugais.

François Mitterrand a invité les dirigeants socialistes d'Espagne, du Portugal, d'Italie, de Grèce et de Belgique à se rencontrer pour préparer une conférence socialiste des pays d'Europe du Sud, conférence qui pourrait avoir lieu au début de l'été 1975.

Sur un autre plan, un débat sera organisé à Paris, au cours de l'été 1975, avec une vingtaine d'économistes de réputation mondiale afin d'étudier les conséquences de la crise du capitalisme mondial.

Le déplacement prochain de délégations du Parti en U.R.S.S., en Finlande, en Algérie, au Japon, au Venezuela et les invitations faites au Premier secrétaire par les dirigeants israéliens, syriens, suédois, roumains soulignent le rôle que le Parti peut et doit jouer désormais dans le domaine international.

L'action régionale du Parti socialiste

Le Parti doit maintenant organiser son action régionale. Les signataires proposent :

1. que dans les trois mois qui suivront le Congrès de Pau soit formé pour chaque région un comité composé des délégués des fédérations départementales (2 délégués par département) ;
2. que ces comités se réunissent au moins six fois par an ;
3. qu'au sein des conseils régionaux un représentant des socialistes membres de ces conseils soit choisi pour participer à la Conférence socialiste des régions ;
4. que les représentants des 22 régions se réunissent deux fois par an à l'échelon national, au sein d'une Conférence socialiste des régions dont la mission sera de suivre pour le compte du Parti toutes les questions touchant aux institutions et à la décentralisation. Le Bureau de la Conférence élu pour un an préparera l'ordre du jour et dirigera les débats ;
5. que soient membres de droit à la Conférence socialiste le Secrétariat national du Parti socialiste, ainsi que le président et le secrétaire général de l'Association des élus socialistes et républicains ;
6. que la première Conférence socialiste ait lieu avant le mois de juin 1975 et soit l'occasion d'une importante prise de position publique ;
7. que la direction nationale se dote du moyen d'assurer la liaison régionale et inter-régionale.

Présence dans les luttes sociales

Les travailleurs qui subissent dans leur emploi, leur niveau de vie, leurs conditions de vie et de travail, tout le poids des mesures économiques et sociales décidées par le pouvoir et le patronat mènent des luttes de plus en plus dures dans les entreprises et les quartiers avec leurs organisations. Le Parti les soutiendra activement en mobilisant les sections et les groupes concernés et en incitant les municipalités de gauche à leur apporter tout leur appui matériel et politique.

Pour se doter d'une large base sociale ouvrière et populaire, le Parti doit accorder une priorité militante et financière aux secteurs d'intervention et plus particulièrement au secteur des entreprises.

S'agissant des secteurs dès maintenant les plus menacés : aéronautique, automobile et notamment le groupe Citroën, informatique ; le Parti, au-delà des nationalisations qu'il a récemment proposées à l'Assemblée nationale, s'attachera à définir les politiques de sauvegarde de l'emploi, de conversions partielles, de restructuration et de développement industriels et de recherche technologique qu'impose tout progrès.

*

Acette motion est joint un document annexe d'étude et de réflexion qui complétera l'information des militants. Les camarades pourront s'y reporter. Ils y trouveront une analyse indispensable à la bonne compréhension du texte, nécessairement bref, de la motion elle-même. Ce document résulte de multiples contributions fournies par des fédérations et des sections. Il s'inscrit dans la logique de l'histoire des socialistes. En effet, depuis la première révolution industrielle, de nombreux efforts ont tendu à élaborer une doctrine socialiste et à organiser l'action des travailleurs. Héritier d'une longue tradition de lutte dans laquelle il s'insère, le Parti socialiste se propose, en luttant contre toutes les formes d'aliénation - et d'abord contre celles qui se fondent sur l'exploitation capitaliste - de changer la vie.

Lors de la récente élection présidentielle, il est apparu clairement que le projet socialiste peut s'inscrire, si nous le voulons vraiment tous et si nous savons nous en donner les moyens, dans la réalité de demain.

Les signes en sont désormais évidents : le rêve libéral d'une ère indéfinie de progrès s'effondre dans la crise du capitalisme qui s'aggrave et se généralise. Le développement des firmes multinationales éloigne chaque jour un peu plus la production des aspirations des peuples.

Cette crise du capitalisme mondial ne met pas seulement en lumière le caractère profondément inégalitaire de la société française. C'est le problème de la survie d'un système économique et politique qui se trouve posé. Désormais, la mise en question est globale : le modèle de développement, la logique de croissance économique, la répartition de l'énergie et des matières premières, la qualité de la vie, l'équilibre écologique, les relations à établir entre l'homme et son travail, entre l'homme et son environnement, les voies de la culture, les rapports entre parents et enfants, enseignants et étudiants, dirigeants et dirigés. Partout, dans tous les domaines, interrogations et expériences traduisent la volonté générale de changement.

Cette crise n'a pas de solution dans le cadre de la société actuelle, mais il n'en est pas moins certain que l'homme de la fin du XX^e siècle maîtrisera les destins nouveaux que les progrès scientifiques et techniques annoncent. Il dépend finalement de lui que ces progrès soient, au total, l'un des éléments essentiels de sa libération. Cette maîtrise est inséparable d'une profonde transformation des structures économiques et sociales, transformation qui constituera une première étape de la marche vers le socialisme.

RÉSULTATS DU VOTE INDICATIF

MANDATS	MOTION N° 1	AMENDEMENT MARTINET	MOTION N° 2	AMENDEMENT WOLF	MOTION N° 3	MOTION N° 4	ABSTENTIONS OU ABSENTS
4750	3232	735	1208	31	159	144	7

VOTE SUR LA MOTION FINALE

Fédérations	Mandats par fédérations	Motion numéro 1	Motion numéro 2	Abstention	Refus de vote	Fédérations	Mandats par fédérations	Motion numéro 1	Motion numéro 2	Abstention	Refus de vote
Ain	14	8	6			Loire	23	11	12		
Aisne	31	24	7			Haute-Loire	6	4	2		
Allier	27	22	5			Loire-Atlantique	47	22	20		5
Alpes-de-Haute-Provence	22	17	5			Loiret	21	16	5		
Hautes-Alpes	8	4	4			Lot	22	19	3		
Alpes-Maritimes	35	25	10			Lot-et-Garonne	27	14	6	7	
Ardèche	30	25	5			Lozère	5	3	2		
Ardennes	26	17	9			Maine-et-Loire	22	17	5		
Ariège	54	30	4	20		Manche	21	14	7		
Aube	14	10	3		1	Marne	23	9	14		
Aude	127	99	24	4		Haute-Marne	11	4	7		
Aveyron	21	14	7			Mayenne	14	8	6		
Bouches-du-Rhône	487	465	22			Meurthe-et-Moselle	27	11	16		
Calvados	21	14	7			Meuse	13	4	9		
Cantal	8	4	4			Morbihan	26	16	10		
Charente	19	12	7			Moselle	31	15	16		
Charente-Maritime	29	17	12			Nièvre	65	59	6		
Cher	12	9	3			Nord	414	243	76		95
Corrèze	17	14	3			Oise	32	20	12		
Corse	21	21				Orne	9	7	2		
Côte-d'Or	21	13	8			Pas-de-Calais	362	203	58	62	39
Côtes-du-Nord	43	30	13			Puy-de-Dôme	37	26	11		
Creuse	23	12	11			Pyrénées-Atlantiques	38	28	10		
Dordogne	41	33	8			Hautes-Pyrénées	27	19	8		
Doubs	35	28	7			Pyrénées-Orientales	46	35	11		
Drôme	54	38	16			Bas-Rhin	19	10	9		
Eure	16	11	5			Haut-Rhin	13	4	5	4	
Eure-et-Loir	13	12	1			Rhône	59	42	17		
Finistère	49	35	13	1		Haute-Saône	19	5	14		
Gard	51	44	7			Saône-et-Loire	51	36	15		
Haute-Garonne	163	133	29	1		Sarthe	25	21	4		
Gers	51	40	8	3		Savoie	25	11	14		
Gironde	123	91	30	2		Haute-Savoie	28	20	8		
Hérault	91	75	16			Paris	178	69	106	3	
Ille-et-Vilaine	15	7	8			Seine-Maritime	37	31	6		
Indre	14	11	3			Seine-et-Marne	41	27	14		
Indre-et-Loire	31	26	4	1		Yvelines	51	33	17	1	
Isère	85	64	21			Deux-Sèvres	20	19	1		
Jura	19	18	1			Somme	24	21	3		
Landes	49	38	11			Tarn	50	38	12		
Loir-et-Cher	25	17	8			Tarn-et-Garonne	24	12	10	2	
						Var	109	79	30		
						Vaucluse	69	43	12	14	
						Vendée	16	12	4		
						Vienne	21	14	7		
						Haute-Vienne	77	60	17		
						Vosges	35	21	14		
						Yonne	11	5	5		1
						Belfort	43	8	35		
						Essonne	47	19	28		
						Hauts-de-Seine	87	59	27	1	
						Seine-Saint-Denis	52	14	13	25	
						Val-de-Marne	58	33	24	1	
						Val-d'Oise	39	19	18	2	
						Martinique	10	6	2	2	
						Pays étrangers	8	5	3		
TOTAUX GÉNÉRAUX	4750	3250	1203	156	141						

Le Poing et la Rose

Directeur politique : Pierre Mauroy

Rédacteur en chef : Marie-Jo Pontillon

Secrétaire de rédaction : Jean-Pierre Delaval

Administration : Bernard Villadary (Editions de l'An 2000)
12, cité Malesherbes, 75009 Paris

Comité de rédaction : Collaboration permanente des secrétaires nationaux et de Jean-Michel Baqué, Patrice Corbin, Roger Fajardie, Charles Hernu, Yves Larrouy, Serge Lustac, Daniel Mitrani, Marc Véron.

Imprimerie coopérative l'Emancipatrice
3, rue de Pondichéry, 75015 Paris
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués.

COMMISSION DES RÉSOLUTIONS

Relation des travaux devant le Congrès

CHERS camarades, je vais vous donner une relation succincte de ce qui s'est passé cette nuit à la Commission des résolutions. J'indique tout de suite que ce texte a été rédigé en fait par moi-même, mais sous le contrôle de notre camarade Jacques Guyard qui était co-secrétaire pour la motion n° 2.

La Commission des résolutions s'est réunie le 1^{er} février à 11 heures. Après un bref échange sur la manière d'aborder la discussion, Jean-Pierre Chevènement, au nom des représentants de la motion n° 2, considérant que le problème de comportement avait tenu une grande place dans un certain nombre d'interventions et en particulier dans celle du Premier secrétaire, a demandé une suspension de séance, afin qu'une délégation du courant n° 2 rencontre le Premier Secrétaire.

François Mitterrand a donné son accord sous réserve qu'il ne rencontre pas seul la délégation. Il a proposé que Gaston Defferre et Pierre Mauroy l'accompagnent, tandis que le courant n° 2 désignait Jean-Pierre Chevènement, Georges Sarre et Didier Motchane.

La réunion a été suspendue vers 11 h 20, elle a repris à 1 h 10.

François Mitterrand a indiqué qu'il n'y avait pas eu accord pour des raisons de caractère général, mais que la Commission des résolutions restait maîtresse de ses décisions.

Jean-Pierre Chevènement a répondu que l'harmonie que suppose la direction du Parti tendait à diminuer et que c'était là un constat commun devant lequel le courant s'inclinait.

Le débat s'est alors poursuivi sur des problèmes, disons, secondaires, qui devaient faire quand même l'objet d'un rapport devant la Commission des résolutions. C'est ainsi que la question des D.O.M.-T.O.M. a été renvoyée au Comité directeur et que la question de réintégration de certains camarades a fait l'objet d'une discussion un peu plus longue et après avoir entendu une proposition de Mauroy consistant à

faire traiter cette question par le Congrès, la Commission l'a acceptée, c'est ce que vous venez de faire.

Le débat a ensuite repris sur les raisons de l'échec des entretiens restreints entre les deux délégations.

A une demande de Foucs, qui veut savoir s'il y a eu impossibilité d'accord politique ou s'il s'agit d'un problème de comportement, François Mitterrand a répondu, et je crois que nous sommes là presque au cœur de cette nuit : "Nous sommes en face d'une situation regrettable d'opposition sur beaucoup de choix. Nous sommes restés fidèles, les uns et les autres, aux engagements politiques pris, mais dans la pratique quotidienne, la majorité a été critiquée de telle façon que la seule opposition dans beaucoup de départements était celle des camarades du C.E.R.E.S. 7 fédérations sur 10 expriment un tel avis. Dans le Congrès, cela s'est traduit par des accusations mutuelles. Une telle situation, qui crée des clivages, freine la marche du Parti; parfois, on aboutit même à des oppositions de caractère fanatique. Un vote indicatif de délégués de la motion 1 a donné 500 votes pour une motion de synthèse et 2 500 environ contre et, même au niveau des sections, on est obligé de constater la fracture entre une majorité et une minorité."

Le second problème a été celui de la direction du Parti. On a examiné les difficultés de fonctionnement de certains secrétariats. François Mitterrand dit qu'il a indiqué aux camarades de la motion n° 2 que même si nous étions d'accord sur la ligne politique, même si nous limitons les querelles dans les fédérations, il n'en resterait pas moins qu'il y aurait des problèmes au niveau du secrétariat. Il a dit qu'il avait également indiqué que ce secrétariat devait fonctionner comme une noria et, que, en particulier, le secrétariat aux entreprises ne devait pas être l'apanage des camarades du C.E.R.E.S.

Didier Motchane a pris la parole pour dire qu'il ne voyait rien à ajouter à la

COMPOSITION DE LA COMMISSION

Motion n° 1 :

F. MITTERRAND, P. MAUROY, G. DEFFERRE, L. MERMAZ, C. ESTIER, L. JOSPIN, M.-T. EYQUEM, G. DAYAN, P. JOXE, G. FILLIOUD, TEISSEIRE, B. LECCIA, L. MEXANDEAU, Ch. HERNU, Y. ROUDY, L. SOUBRE, M. VERON, M. SAINTE-MARIE, J.-A. GAU, B. DEROSIER, R. FAJARDIE, H. DELELIS, E. LOO, G. JAQUET, D. CACHEUX, M. ADEVAH-POEUF, J. MELLICK, A. LABARRÈRE, A. CHANDERNAGOR, P. BEREGOVVOY, R. PONTILLON, A. SAVARY, R. VERDIER, A. BOULLO-CHE, D. TADDEI, M. ROCARD, G. MARTINET, A. ACQUIER, VERLHAC, TRON, J. POPEREN, P. LUSSAULT, DUPUIS, D. PERCHERON, R. CHAPUIS.

Motion n° 2 :

J.-P. CHEVÈNEMENT, D. MOTCHANE, G. SARRE, P. GUIDONI, M. COFFINEAU, Ch. PIERRET, A. GARNIER, J.-L. DIEUX, R. MASSARD, HÉRITIER, J. FOURNIER, CHARTIER, M. BLANC, DOLLE, A. CACHEUX, J. GUYARD, MARTEL.

relation du Premier secrétaire, étant donné que le Congrès apprécierait politiquement.

Le reste du débat a été consacré à des demandes de précisions, l'une émanant de notre camarade Chapuis, qui demandait si les problèmes de direction, le problème de gouvernement du Parti, n'avaient pas pris le pas sur la recherche de synthèses politiques et qu'il le regrettait de la part des camarades de la motion n° 2.

François Mitterrand a tenu à préciser que les choses ne s'étaient pas passées de façon aussi simples, qu'il y avait là un ensemble global et que, finalement, il y avait eu quand même un désaccord assez général.

Il y a eu ensuite une suspension de séance pour que chacun des courants examine la situation, d'une part, et examine aussi, pour la motion n° 1, les amendements qui avaient été apportés par certaines fédérations ou par certains camarades signataires d'amendements.

Tout à l'heure, je pense qu'il y aura débat là-dessus. La réunion s'est ter-

minée à 2 h 30 environ du matin. Et là, il s'est engagé un débat de procédure extrêmement long pour savoir s'il devait y avoir vote en Commission des résolutions, et nos camarades de la motion n° 2 ont proposé d'abord de faire voter la Commission des résolutions sur une série d'amendements, c'est-à-dire une partie des amendements qu'ils avaient proposés, amendements à la motion n° 1.

Il y a eu là un très long débat pour savoir si cette procédure était régulière et, finalement, les deux délégations ont convenu de s'accorder sur ce simple texte :

"La Commission des résolutions constate que l'accord de synthèse n'a pu se réaliser entre les deux courants représentés. Elle a décidé de nommer deux rapporteurs, l'un pour chaque courant, pour expliquer le caractère politique de ce constat" si vous voulez, de ce constat d'échec de la synthèse.

Le tout a donc été voté à l'unanimité et la séance a été levée vers 5 h 30 du matin.

Louis MEXANDEAU

APPEL AUX TRAVAILLEURS

A l'issue de son Congrès national de Pau, le Parti socialiste appelle tous les travailleurs à continuer et à accentuer le combat qu'ils mènent dans le cadre de l'Union de la gauche contre la bourgeoisie capitaliste, détentrice de tous les pouvoirs dans l'entreprise comme dans l'Etat.

13 millions d'électrices et d'électeurs représentant les forces vives de la nation n'ont certes pas encore réussi à lever les obstacles enchevêtrés des privilèges de classe, des ignorances et des craintes que dressent chaque jour, malgré leurs rivalités Giscard, Chirac et Poniatowski. Mais ils ont franchi une grande étape : ils ont manifesté une

espérance et une volonté sans exemple depuis le Front populaire.

● Pour garantir cette volonté et réaliser pleinement cette espérance ; pour résister aux attaques quotidiennes contre leur niveau de vie, leur emploi, leurs libertés et l'indépendance du pays, au moment où s'aggrave la crise du capitalisme.

● Le Congrès appelle le peuple de France à ne laisser sous aucun prétexte - et quels que soient les problèmes - entamer l'Union de la gauche porteuse du Programme commun et seule garantie de sa mise en œuvre.

● Pour consolider, et élargir cette Union, conscient des responsabilités historiques qui sont les siennes et confiant dans ses forces renouvelées, le Parti socialiste appelle tous ceux et toutes celles qui veulent changer la vie et, en premier les travailleurs, à faire leur le Programme commun et à rejoindre, sans plus attendre, les rangs de toutes les organisations ouvrières et démocratiques, syndicales et politiques. Il les appelle à apporter au Parti socialiste lui-même, demain plus encore qu'aujourd'hui, les trésors d'énergie, d'initiative et d'intelligence qui font la grandeur du peuple, les chances de la France et celles du socialisme.

(Adopté par acclamations.)

LE COMITÉ DIRECTEUR

Motion n° 1 :

TITULAIRES : François MITTERRAND (Nièvre), Pierre MAUROY (Nord), Gaston DEFFERRE (Bouches-du-Rhône), Alain SAVARY (Haute-Garonne), Gérard JAQUET (Dordogne), Louis MERMAZ (Isère), Jean POPEREN (Rhône), Michel ROCARD (Paris), André ACQUIER (Paris), Marie-Thérèse EYQUEM (Allier), Gilles MARTINET (Paris), Robert PONTILLON (Hauts-de-Seine), Georges DAYAN (Gard), Charles-Emile LOO (Bouches-du-Rhône), Claude ESTIER (Paris), Pierre BEREGOVOY (Nord), Pierre JOXE (Saône-et-Loire), André DELELIS (Pas-de-Calais), Georges FILLIOUD (Drôme), André JEANSON (Val-de-Marne), Nicole QUESTIAUX (Hauts-de-Seine), André CHANDER-NAGOR (Creuse), Paul LUSSAULT (Indre-et-Loire), Robert CHAPUIS (Paris), Lionel JOSPIN (Paris), Dominique TADDEI (Somme), Roger FAJARDIE (Cher), Robert VERDIER (Gard), Charles HERNU (Hauts-de-Seine), Bernard DERO-SIER (Nord), Bastien LECCIA (Bouches-du-Rhône), André LABARRÈRE (Pyrénées-Atlantiques), Jean PRONTEAU (Paris), Henry DELISLE (Calvados), Michel SAINTE-MARIE (Gironde), Jean-Pierre COT (Savoie), Roland FLO-RIAN (Oise), Jacques CARAT (Val-de-Marne), Yvette ROUDY (Paris), Jean-Pierre BAREL (Paris), Michel de la FOURNIÈRE (Loiret), Maurice BENASSAYAG (Paris), Ray-mond VAILLANT (Val-d'Oise), André BOULLOCHE (Doubs), Colette AUDRY (Essonne), Kléber GOUYET (Isère), Daniel PERCHERON (Pas-de-Calais), Francis LE BLÉ (Finistère), Guy NEVACHE (Isère), Jean-Claude COL-LIARD (Paris), Marie-Josèphe PONTILLON (Paris), André LAIGNEL (Indre), Georges FRÈCHE (Hérault), Luc SOU-BRE (Haute-Garonne), André SALOMON (Seine-et-Marne), Jean LE GARREC (Paris), Georges LAYÈRE (Gironde), Robert de CAUMONT (Calvados), Pierre DES-VALOIS (Haute-Vienne), René GAILLARD (Deux-Sèvres), Françoise CARLE (Somme), Jacques MELLICK (Pas-de-Calais), Louis LE PENSEC (Finistère), Michel POUPART (Nord), André VIANES (Rhône), Lucien WEYGAND (Bou-ches-du-Rhône), Jean-Paul BACHY (Ardennes), José ESCANEZ (Alpes-de-Haute-Provence), Guy MARTY (Yve-lines), Christiane MORA (Indre-et-Loire), François BORELLA (Meurthe-et-Moselle), Gérard DELFAU (Paris), Antoine BLANCA (Hauts-de-Seine), Jacques-Antoine GAU (Isère), Marc VÉRON (Isère), Alain HAUTECŒUR (Var), Philippe MACHEFER (Yvelines), Yves TAVERNIER (Essonne), Gérard FUCHS (Paris), Pierre PROUVOST (Nord), Edith CRESSON (Paris), Jean-Claude ROUTIER-LEROY (Loire-Atlantique), Françoise SELIGMANN (Paris), James MARANGÉ (Pas-de-Calais), Jean-Marcel BICHAT (Yonne), Alain BENETEAU (Haute-Garonne), Michel PEZET (Bouches-du-Rhône), Claude GERMON (Essonne), Denise CACHEUX (Nord), Henri VILLAIN (Paris), René LABAT (Landes), Robert BERNARD (Vosges), Josette SOULIER (Seine-Saint-Denis), Alain VIVIEN (Seine-et-Marne), Jean-Marie FAIVRE (Nord), Henri SABY (Haute-Garonne).

SUPLÉANTS : Jean-Pierre WORMS (Saône-et-Loire), Georges LEMOINE (Eure-et-Loire), Michel BERTRAND (Hauts-de-Seine), Jean ROUS (Paris), Jean VERLHAC (Isère), Pierre PALAU (Côte-d'Or), Yvette FUILLET (Bou-ches-du-Rhône), Jean-Pierre AUBERT (Alpes-de-Haute-Provence), Guy LENGAGNE (Pas-de-Calais), Bernard MONTANIER (Hérault), Jean de BENGY (Alpes-Mariti-mes), Yvonne THÉOBALD-PAOLI (Paris), Michel .BERE-GOVOY (Seine-Maritime), Maurice ADEVAH-PŒUF (Puy-de-Dôme), Paulette GIRARD (Seine-et-Marne), Jean-Bap-tiste CASTILLA (Aude), Michel THAUVIN (Hauts-de-Seine), Laure LATASTE (Gironde), Roger BUARD (Mayenne).



LES NOUVEAUX ORGANISMES

LE BUREAU EXÉCUTIF

François MITTERRAND, Gaston DEFFERRE, Pierre MAU-ROY, Louis MERMAZ, Gérard JAQUET, Claude ESTIER, Robert PONTILLON, Emile LOO, Lionel JOSPIN, Domini-que TADDEI, Pierre BEREGOVOY, Pierre JOXE, Georges FILLIOUD, Roger FAJARDIE, Marie-Thérèse EYQUEM, Edith CRESSON, Jean POPEREN, Gilles MARTINET, Michel ROCARD, André ACQUIER, Jean-Pierre CHEVÈNE-MENT, Didier MOTCHANE, Georges SARRE, Pierre GUI-DONI, Michel COFFINEAU, Paule DUFOUR, Michel CHAR-ZAT.

*Parmi les camarades
nouvellement élus...*



Marie-Thérèse EYQUEM
(Organismes associés - Associati...

Motion n° 2 :

TITULAIRES : Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (Territoire de Belfort), Georges SARRE (Paris), Didier MOTCHANE (Paris), Pierre GUIDONI (Paris), Michel CHARZAT (Paris), Michel COFFINEAU (Val-d'Oise), Georges MINGOTAUD (Paris), Paule DUPORT (Isère), André GARNIER (Loire), Alain CACHEUX (Nord), Jean-Marie ALEXANDRE (Pas-de-Calais), Jean-Paul MONTCEL (Paris), Paule DUFOUR (Paris), Gérard ROUSSON (Loire), Pierre CARASSUS (Val-de-Marne), Rolland MASSARD (Rhône), Jean-Louis DIEUX (Var), Cécile GOLDET (Paris), Christian PIERRET (Paris), Jacques FOURNIER (Hauts-de-Seine), Mikel ECHEVARRIA (Paris), Jacques GUYARD (Paris), Michel JAUREY (Val-d'Oise), Bosco RIBAR (Oise), Jean BESSE (Calvados), Jean NATIEZ (Loire-Atlantique), Louis DESTREM (Haute-Garonne), Guy CHANFRAUT (Haute-Marne), Pierre NOE (Essonne), Claude TRUCHOT (Bas-Rhin), Jean-Claude BLANC (Drôme), Jean GUILLOT (Gironde), Paul GUÉRIN (Alpes-Maritimes), Gilberte PERROTIN (Ain), Régis BARAILLA (Aude).

SUPLÉANTS : Gérard VINCENT (Haute-Vienne), Yves PLANTIN (Seine-Saint-Denis), Maurice BLANC (Savoie), Jean-Pierre LEROY (Nord), Alain BARTOLI (Bouches-du-Rhône), Michel SUCHOD (Dordogne), Yves DURRIEU (Hauts-de-Seine).

X NATIONAUX

AUSSITOT après la clôture du Congrès national, le nouveau Comité directeur a tenu sa première réunion sous la présidence de Gaston Defferre.

Il a procédé à l'élection en son sein des membres du Bureau exécutif, et du Secrétariat national.

Robert Verdier a été élu à l'unanimité président du Comité directeur : Pierre Guidoni a été désigné, également à l'unanimité, premier assesseur à cette présidence ; la composition du présidium sera fixée lors de la prochaine réunion du Comité directeur.

... AU SECRÉTARIAT NATIONAL...

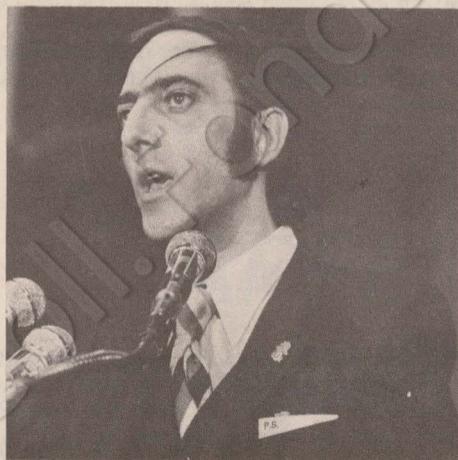


M.-P. GUÉNA

Edith CRESSON
(Etudiants et jeunesses)

... ET AU BUREAU EXÉCUTIF

André ACQUIER



Pascal LEBRUN

Pierre GUIDONI



M.-P. GUÉNA

Michel ROCARD

LE SECRÉTARIAT NATIONAL

François MITTERRAND, **PREMIER SECRÉTAIRE** ; Pierre MAUROY, **Coordination** ; Louis MERMAZ, **Fédérations, Entreprises** ; Pierre BEREGOVOY, **Relations extérieures** ; Claude ESTIER, **Presse, Information** ; Robert PONTILLON, **Relations internationales** ; Lionel JOSPIN, **Formation... puis tiers monde** ; Emile LOO, **Trésorerie** ; Dominique TADDEI, **Action culturelle** ; Marie-Thérèse EYQUEM, **Organismes associés, Associations** ; Edith CRESSON, **Etudiants et jeunes** ; Jean POPEREN, **Propagande** ; Gilles MARTINET, **Etudes**.

Gérard JAQUET, **Délégué permanent auprès du Premier secrétaire** ; Georges DAYAN, **Délégué permanent auprès du Premier secrétaire**.

Une dizaine de délégués généraux seront désignés ultérieurement.

LA COMMISSION DES CONFLITS

Motion N° 1 :

TITULAIRES : Guy PENNE (Vaucluse), Lucien DELMAS (Dordogne), Franck SERUSCLAT (Rhône), Alain FAUGARET (Nord), Irma RAPUZZI (Bouches-du-Rhône), Yves BOURGOIN (Hauts-de-Seine), Claude WILQUIN (Pas-de-Calais), Stélio FARANDJIS (Paris).

SUPPLÉANTS : Ferréol DOUTRES (Haute-Garonne), Jean GUEFFIER (Isère).

Motion n° 2 :

TITULAIRES : Gilbert ANTONIN (Haute-Savoie), Emile GEHANT fils (Belfort), Georges SAUBESTRE (Tarn-et-Garonne).

SUPPLÉANT : Charlotte RUSTANG (Puy-de-Dôme).

LA COMMISSION DE CONTROLE

Motion n° 1 :

TITULAIRES : Gilbert BONNEMAISON (Seine-Saint-Denis), Christian CAILLIET (Seine-Saint-Denis), Alain GOURDON (Vosges), Charles BONIFAY (Bouches-du-Rhône), Jean CAILLIAU (Nord), Jacques RICHARD (Vaucluse), René LAHITTE (Gironde), Jeanne CHEREL (Seine-Saint-Denis).

SUPPLÉANTS : Jacques LEVROUX (Paris), Bernard LE SAVOUROUX (Hauts-de-Seine).

Motion n° 2 :

TITULAIRES : Louis MOULINET (Paris), Marc WOLF (Nord), René NUGÈRE (Vendée).

SUPPLÉANT : Paul LORIDANT (Essonne).

AUTRES TEXTES ADOPTÉS A L'UNANIMITÉ

Modification des statuts

Désormais, la composition des organismes centraux est fixée à :

Comité directeur :
131 membres titulaires + 26 suppléants

Commission des conflits :
11 membres titulaires + 2 suppléants

Commission de contrôle :
11 membres titulaires + 2 suppléants

Bureau exécutif : 27 membres

(Adopté sur le rapport de Roger Fajardie fait au nom de la majorité de la Commission des résolutions).

● Le Congrès a décidé, sur proposition de R. FAJARDIE au nom de la Commission des Résolutions unanime, de renvoyer pour étude au Comité directeur les textes venus des fédérations et concernant les départements et territoires d'Outre-mer, les problèmes de la santé, de la consommation, de l'énergie, de la culture, de la condition féminine; les questions d'organisation et de l'action du Parti, notamment dans le domaine de la propagande, des entreprises et des questions scolaires.

LES DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES



Pascal LEBRUN

EN commençant son discours de présentation des délégations étrangères qui assistaient au Congrès de Pau, Robert Pontillon déclarait :

"Un Congrès c'est comme une fête : y viennent ceux qui sont attirés par la qualité du spectacle. C'est dire que pour une formation politique comme la nôtre, la mesure réelle de l'intérêt de nos travaux, c'est l'importance du nombre et de la qualité des délégations fraternelles et des observateurs étrangers".

Sur ce plan, le Congrès de Pau a été une réussite complète. Les partis socialistes, dont certains ont suivi la campagne pour les élections présidentielles avec autant de passion que nous, comme le rappelait Victor Larock, ancien ministre, représentant le P.S.B., ont mesuré l'importance de ce Congrès dans la vie politique de notre pays. Certains sont venus y chercher soutien, réconfort et solidarité, tels le Premier secrétaire du Parti socialiste ouvrier espagnol, longuement ovationné par tous les congressistes ou comme les représentants du parti de l'Unité populaire chilienne.

Nombreux également les observateurs des partis progressistes ou des partis communistes d'Europe, venus suivre avec un intérêt soutenu pendant les trois

jours les travaux de notre Congrès. On trouvait là les amis de toujours : les Yougoslaves, les Roumains. On remarquait l'importance de la délégation du Parti communiste d'Union soviétique, attentif à notre combat unitaire, ainsi que les représentants du P.C. polonais et du P.C. italien. On pouvait reconnaître quelques ministres, quelques ambassadeurs et nombre de députés ou de secrétaires nationaux d'autres partis. En tout, 43 délégations étrangères, largement représentatives du mouvement socialiste et ouvrier international et des peuples du tiers-monde dont nous soutenons les luttes.

Oui, ce Congrès, c'était bien une fête, où la chaleur des saluts et des ovations mêlait intimement toutes les luttes des mouvements ouvriers à travers le monde. C'était bien le rapprochement des 4 continents représentés à travers l'histoire du mouvement ouvrier, et la manifestation éclatante de la solidarité internationale à laquelle les socialistes restent profondément attachés. C'était aussi, pourquoi ne pas le dire, la consécration de notre crédit, de l'écho de notre action internationale auprès de tous ceux qui, comme nous, avec nous, dans le monde, participent au même effort et à la même ambition.

Face aux licenciements soutien aux ouvriers

"d'ALOA" (Alpes-Maritimes)...

Depuis le jeudi 30 janvier, l'usine d'Aloa-Marine à Cannes-la-Bocca est occupée par son personnel.

Dès novembre 1974, 80 p. cent des 260 employés avaient été mis en chômage technique, c'est un licenciement collectif qui a provoqué l'occupation de l'usine.

La section de Cannes, présente aux côtés des travailleurs d'Aloa en lutte, demande le soutien du Congrès de Pau.

...et de "MANUEST" (Vosges).

570 travailleurs de l'usine de meubles "Manuest" de Châtenois (Vosges) ont été licenciés en octobre 1974. Depuis, un grand nombre d'entre eux s'opposent à la disparition de leur outil de travail. Ils occupent, ils créent, ils fabriquent, ils vendent, prouvant ainsi que l'unité économique qu'ils défendent est viable.

Manuest n'a pas été victime de la crise, il l'a été de l'incapacité de ses dirigeants et propriétaires. Dans ces conditions, nous exigeons que tout soit fait sans les délais les plus brefs pour relancer l'unité "Manuest".

*

Solidarité socialiste aux travailleurs immigrés

La fédération de l'Hérault du Parti socialiste, avisée que de nouvelles expulsions de travailleurs immigrés sont **actuellement envisagées** dans le département de l'Hérault :

● Proteste solennellement contre des mesures d'expulsion prises de façon arbitraire, sur critères politiques, à l'encontre de travailleurs victimes très souvent d'une scandaleuse exploitation et qui en sont réduits à des grèves de la faim pour obtenir l'application des lois sociales en vigueur ;

● Demande que la solidarité et le soutien des socialistes se manifestent à leur égard pour mettre un terme en premier lieu aux décisions d'expulsion, mais également pour la définition d'une politique de l'immigration assurant aux travailleurs immigrés le respect de leur dignité d'hommes.

*

Le Larzac en lutte

La fédération de l'Aveyron du Parti socialiste demande au Congrès national du Parti d'affirmer sa solidarité avec les paysans et les populations de la région du Larzac qui luttent depuis quatre ans contre l'extension du camp militaire.

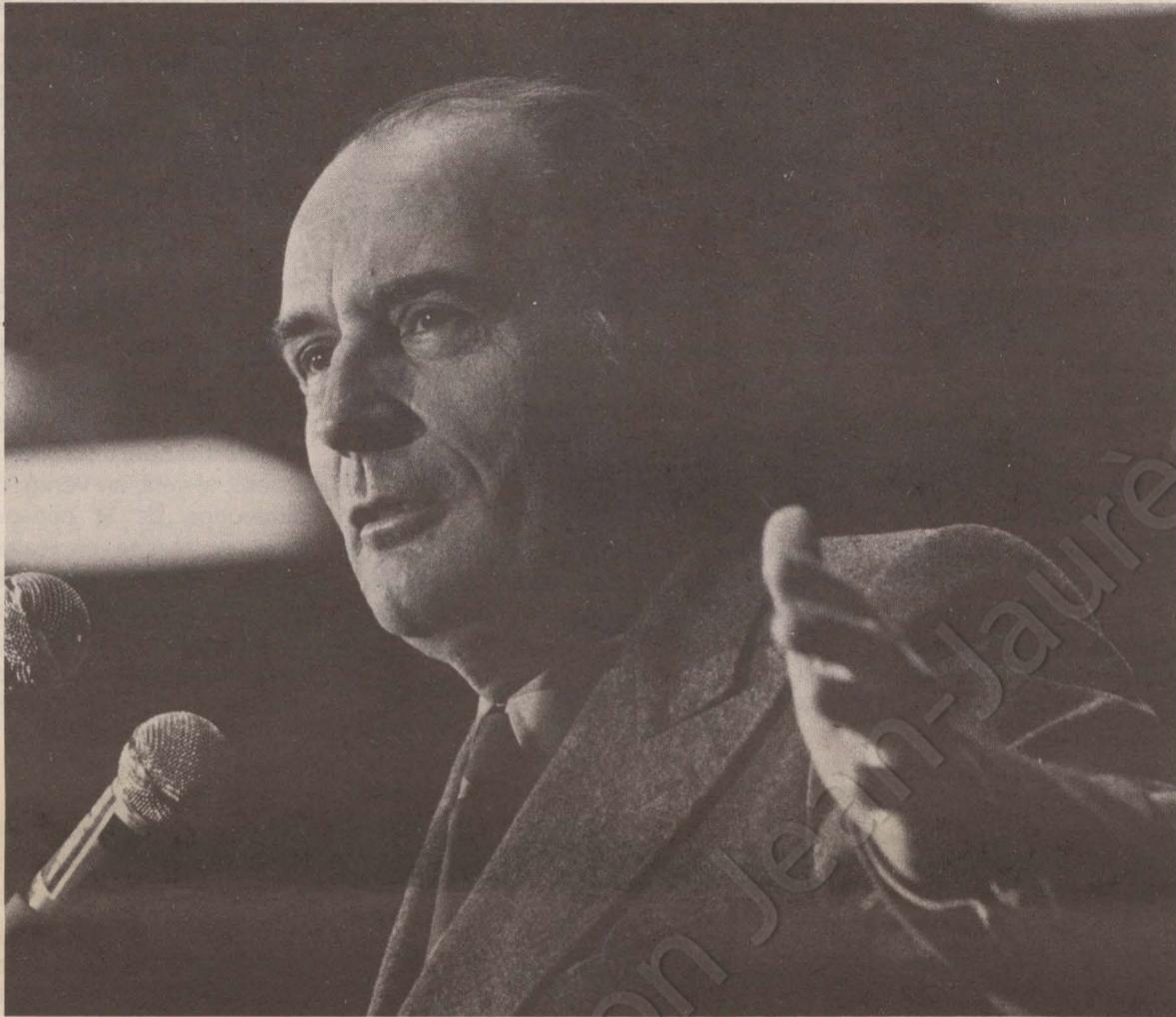
Le mépris du pouvoir en place pour les élus locaux et régionaux, l'incohérence de la politique militaire menée par la V^e République sont dénoncés par le Parti socialiste.

Le Parti socialiste se donnera les moyens réels de soutenir le combat engagé au Larzac, et étudiera dès maintenant les actions à entreprendre ou à soutenir pour donner à cette lutte une dimension nationale.

*

Demande de réintégration

Saisi, conformément aux statuts du Parti, de la demande de réintégration du citoyen Descazeaux, candidat à l'élection législative de la 2^e circonscription du Tarn-et-Garonne, en dépit de la décision de la Convention nationale du Parti de juillet 1972, et de 5 adhérents du Parti qui avaient soutenu sa candidature, le Congrès décide par 2 787 mandats contre 1 535 et 105 abstentions, de renvoyer toute décision à cet égard au prochain Congrès national.



M.-P. GUÉNA

LA SITUATION DANS LE PAYS

CELA fait maintenant quelques mois que se trouvent en place un nouveau gouvernement, un nouveau président, je ne dirai pas une nouvelle politique, mais les apparences de nouvelles équipes qui peuvent signi-

autres ; nous savons bien qui l'inspire, et cela remonte loin dans le passé et dépasse de loin nos frontières, c'est le capitalisme international.

C'est contre lui qu'il faut s'organiser en sachant bien quelles sont ses forces et ses faiblesses.

Ses faiblesses, elles ont été décrites si souvent et nous savons que le capitalisme est devenu un capitalisme

Elles passent, pour quelques-uns d'entre eux, pas très loin d'ici, du côté de la Belgique ; je pense en particulier à Schneider, maître de forges prototype.

Si on va plus loin, cela se diversifie, cela se retrouve le plus souvent du côté des Etats-Unis d'Amérique.

Ce processus, on a presque honte de l'évoquer ici. Tant il est évident, et tant

L'intervention de François Mitterrand

fier pour la Droite, qui ne cherche pas plus loin, ce fameux changement, qui ne peut pas tromper un citoyen sérieux, réfléchi, mais qui abuse parfois ceux qui se contentent des slogans ou bien des attitudes.

Pour nous, socialistes, ce pouvoir ressemble comme un frère à celui qui l'a précédé... expression inexacte, il ne ressemble pas à l'autre pouvoir, puisque c'est le même.

Nous ne nous trompons pas sur les véritables responsables de la politique économique qui commande toutes les

mondial, international, que ce capitalisme-là n'est que le résultat d'un processus parfaitement analysé il y a déjà si longtemps, qu'on est très étonné de lire dans des journaux conservateurs, et quelquefois dans des journaux qui se disent de gauche, qu'il s'agit là d'analyses poussiéreuses.

On en était là il n'y a pas longtemps. Cherchez maintenant à qui appartiennent la plupart des grandes sociétés qui faisaient l'orgueil du capitalisme français. Faites la liste de leurs conseils d'administrations. Retrouvez les filières.

il a été annoncé, il ne devrait pas y avoir de surprise, on n'en a jamais douté, et cette analyse-là reste fondamentale. Et ce capitalisme maintenant multinational – mot qui trompe le plus souvent, car si les activités sont multinationales, le capital appartient le plus souvent aux capitalistes d'un même pays – ce capitalisme cherche, partout, à obéir à sa propre loi, et que peut-on attendre de lui ? qu'il soit sa propre loi, et sa propre loi, c'est celle du profit, celle de l'argent, et toujours plus d'argent.





Bref, la baisse de rentabilité du capital fait, qu'aujourd'hui le monde capitaliste dans lequel nous sommes est contraint de vivre de l'inflation qu'il produit, est contraint d'élargir ses bases, d'où l'actualité de tous les problèmes du tiers monde.

Voilà dans quoi s'inscrit la politique française de M. Giscard d'Estaing et de son gouvernement.

Et lorsqu'on apercevra le compte des réformes, mini-réformes, apparences de réformes, ainsi que je l'ai déjà dit, de ce président de la République qui, au fond, depuis huit mois, se promène un chiffon à la main, pour tenter de nettoyer toutes les vitres de son paysage, tel qu'il l'a reçu en héritage de ses prédécesseurs, ce président de la République, c'est vrai, essuie les vitres, mais lorsqu'il voit au travers, **le paysage n'a point changé et il ne s'intéresse pas à le changer. S'il prétendait le changer, il en serait la première victime.** Encore faut-il le dire au pays.

Et voilà pourquoi je ne veux pas manquer cette occasion qui m'est donnée, grâce à vous, congressistes et camarades socialistes, voilà pourquoi je ne veux pas manquer cette occasion de dire que **la politique du président de la République et de son gouvernement et de sa majorité est une politique, en vérité, soumise aux impératifs du capitalisme international.** Cela ne m'intéresse pas de savoir si, subjectivement, chacun de ceux qui nous gouvernent se sent libre d'agir à sa guise. A moi, il me suffit de savoir que, dans la conduite de leur politique, ils ne peuvent sortir du système qu'ils servent, qui justifie leur pouvoir, que dis-je, qui leur a donné ce pouvoir.

Si nous sommes tous d'accord sur cette analyse qui reste sommaire, et qui est constante et qui n'est qu'un rapide rappel de choses bien connues, cela implique en traduction politique qu'il n'est pas possible à un socialiste de prêter la main, de se rendre complice au maintien, sinon même au renforcement du système économique contre lequel nous sommes rassemblés. **Quelle serait notre raison d'être si nous n'étions lancés dans cette stratégie de rupture que j'ai définie comme d'autres à Epinay-sur-Seine, si ce n'était le choix d'une autre société quitte à en chercher les moyens ?**

Je considère, je l'ai dit, je tiens à le répéter haut devant ce Congrès, que l'événement qui a voulu que l'U.D.R. soit redevenue l'élément fort de la coalition présidentielle, change ou risque de changer, met en situation de changer, la nature même d'un régime qui, tout le temps du général de Gaulle et de Georges Pompidou, appuyé sur des hommes d'une certaine carrure et

sur une majorité présidentielle certaine, leur a permis de ne jamais passer par les conditions d'un chef de gouvernement.

Un chef de gouvernement, et un gouvernement de la Gauche, s'il a la confiance de la majorité de la représentation nationale, ne sera jamais tenu de quitter le pouvoir sauf, bien entendu, s'il y a dissolution, mais alors, chiche !...

Une autre observation sur la nature de ce régime.

Disons que c'est une situation italienne, celle qui veut que, pour être assuré que l'autre ne vous trompera pas, chacun tient à être là ; on s'observe au gouvernement, et des secrétaires généraux, et des secrétaires de partis, se transportent de leurs partis et de la gestion de leurs partis jusqu'au gouvernement.

On installe, à l'intérieur du régime, le face à face des partis concurrents. Quelle dérision ! Quels mensonges ! et quel échec !

LA transition entre ma première partie et la deuxième sera faite par quelques éléments d'analyse touchant à la situation économique du pays : à partir des données de la situation économique, celle des prix, celle de l'emploi, celle du commerce extérieur, celle de la construction, c'est à partir de ces données-là que le débat au sein de la Gauche, et particulièrement entre socialistes et communistes, prend son point de départ.

Depuis quelques semaines, une certaine euphorie s'est répandue. Les dirigeants s'attendaient au pire. Giscard d'Estaing avait annoncé pendant la campagne présidentielle que les prix monteraient jusqu'à 11 ou 12 % ; j'avais prévu 17, puis après vérification très précise, 16 ; c'était 15,3 ; j'ai légèrement monté la barre, il l'avait exagérément descendue. Cela m'est arrivé une fois, cela lui est arrivé chaque année !

On peut s'attendre à une certaine décélération de la hausse des prix. On peut s'attendre... ; je ne me substitue pas aux experts ; cela est possible, bien que j'observe qu'à l'intérieur de ces 15,3 %, le pétrole n'intervient que pour un peu moins de 4 %, et le total des matières premières, pour 5 %, ce qui veut dire que plus de 10 % incombent à la politique de notre gouvernement, que d'autres pays, confrontés au même problème, ont résolu autrement cette même difficulté.

Quant au commerce extérieur, il faut bien se rendre compte qu'il y a les deux termes éternels de comparaison, les exportations et les importations, ce qu'on vend et ce qu'on achète, à quoi il faudrait ajouter la notion de balance des paiements qui est le véritable calcul de la dette, et qui montre, lui, ce déficit à 30 milliards, et non pas aux 16 ou 17 annoncés, il ne

faut pas se tromper sur le diagnostic ; si une politique qui brise, arrête ou stoppe la consommation populaire, fait qu'en vérité, la production se ralentisse, que les producteurs utilisent leurs stocks plutôt que d'acheter à l'étranger, d'une certaine façon, on doit dire : c'est excellent pour le calcul, il y a moins d'importations, pour les fameux techniciens ou technocrates, c'est bon, les importations baissent, on fait un effort sur l'exportation, et on peut produire politiquement un chiffre qui nourrit le bois des causeries auprès du feu, tout au moins si c'est vraiment du bois qui brûle dans le fond de l'âtre !

Alors, si cela correspond, en réalité, à une différence établie sur le ralentissement de la production, sur la liquidation des stocks, si cela, en vérité, correspond à une diminution de la consommation nécessaire, on assiste, en réalité, à un développement d'une économie malthusienne qui n'empêche pas et qui, au contraire – que dis-je – accroît le chômage, qui stoppe la consommation indispensable, mais qui n'arrange pas, en vérité, les affaires de la France. Il faut donc faire cette analyse au deuxième degré, si l'on veut bien comprendre les propositions qui nous sont faites par le gouvernement, et mettre derrière l'optimisme de commande, l'inquiétude véritable de ceux qui savent, et ils le savent.

Et il n'est pas du tout certain qu'à partir du mois de janvier, l'indice des prix ne retrouvera pas un certain élan vers le haut.

J'ajoute enfin que l'indice en question mériterait d'être révisé de telle sorte que toutes ses données montrent bien que nous ne sommes pas sortis des termes de la réalité économique et que 1975 nous réserve des mois difficiles et, sans doute, une suite à travers les années prochaines.

Et cependant, vous avez pu l'observer, la direction du Parti socialiste n'a jamais voulu entretenir l'idée d'une perspective de catastrophe.

L'idée d'une perspective de catastrophe, c'est aussi un procédé employé par le gouvernement et ses experts pour souffler le chaud et le froid. "S'il y a catastrophe, travailleurs, taisez-vous ! Cessez de protester, de revendiquer, de vous rassembler ! A bas les grèves ! Vous êtes menacés comme nous, solidarité nationale !"

En réalité, après avoir développé cette thèse de la catastrophe, on détend soudain le ressort. "Vous voyez bien, cela va mieux, grâce à notre politique. Faites-nous confiance !" Mais en même temps, on maintient un volant de chômage dont certains disent qu'il est de 750 000 personnes, d'autres d'environ 1 million, dont

nul ne doute qu'il atteindra le million en tous cas dans les mois qui viennent, avec aussi cette arrière-pensée qu'avec un million de chômeurs, on conforte en réalité la politique gouvernementale, parce qu'on établit le pouvoir sur la peur et qu'on se dit : cette classe ouvrière, on lui usera les nerfs. Et quand elle aura l'occasion et surtout le pouvoir de montrer sa colère, elle aura perdu ses réserves.

L'ÉTAT DE LA GAUCHE

C'EST à partir de ce raisonnement tenu par la Droite et le pouvoir conservateur que l'on comprend la responsabilité de la Gauche et des partis qui la composent.

J'ai parlé de la crise, et j'ai bien lu et entendu comme vous toutes les critiques qui nous sont adressées systématiquement par le Parti communiste depuis déjà plusieurs mois, au risque pour lui de se répéter. Mais ne le cherche-t-il pas, en vertu de cette curieuse tournure d'esprit qui conduit à penser qu'à force de répéter des erreurs, on finit par créer une vérité ? Eh bien sur la crise elle-même, je prétends que la direction du Parti socialiste a constamment développé une explication très proche de celle des dirigeants du Parti communiste, et que dans une période où l'on aurait vraiment désiré maintenir le climat de confiance qui a régné pendant plusieurs mois, c'était facile.

Certains d'entre nous ont-ils énoncé des jugements différents ? Peut-être bien. Les responsables du Parti socialiste, faut-il les placer dans cette situation d'avoir à interdire à tout socialiste de penser autrement, d'écrire autrement, de s'exprimer autrement que ceux qui sont au secrétariat, au Bureau exécutif, au Comité directeur, à partir du moment où le Parti, dans chacune de ses manifestations publiques, de ses choix, de ses engagements, de ses contrats, de ses prises de position à la radio, à la télé, devant le pays, pour les élections, et toujours, maintient loyalement et fermement les engagements déjà pris ?

Je tiens à dire que je n'échangerais pas ce qui, à mes yeux, a tant de prix, est une matière si précieuse, qui s'appelle l'Union de la Gauche, et l'amitié avec les communistes, contre la fausse monnaie du monolithisme et de la disparition de la liberté de pensée au sein du Parti socialiste.

J'ajoute que les déclarations que je vise sont celles qui touchent à l'explication de la crise sur laquelle s'interrogent les plus grands esprits, et il leur arrive souvent de se tromper.

Mais pour ce qui concerne le Programme commun, je mets au défi quiconque de prétendre, d'une façon juste tout au moins, que le Parti socialiste ne respecte pas intégralement le contenu des propositions sur lesquelles il a engagé sa foi.

J'ai bien entendu dire qu'un certain nombre de camarades, aujourd'hui dans cette salle ou ailleurs, avaient combattu le Programme commun. Je l'ai dit dans chacune de mes déclarations publiques, au risque de devenir à mon tour ce moine récitant son moulin à prières, – et à force de tourner un moulin à prières, on tourne aussi en bourrique... – vraiment, à aucun moment, le Parti socialiste n'a cautionné un manquement au regard du contenu du Programme commun. Les camarades qui sont venus au Parti socialiste ont dû, et ils l'ont fait, adopter notre stratégie. Nous n'avons pas cherché, fouillé dans leur conscience pour savoir s'ils sont bien convaincus que nous avons raison, **il nous suffit de savoir qu'ils respectent et respecteront notre discipline.**

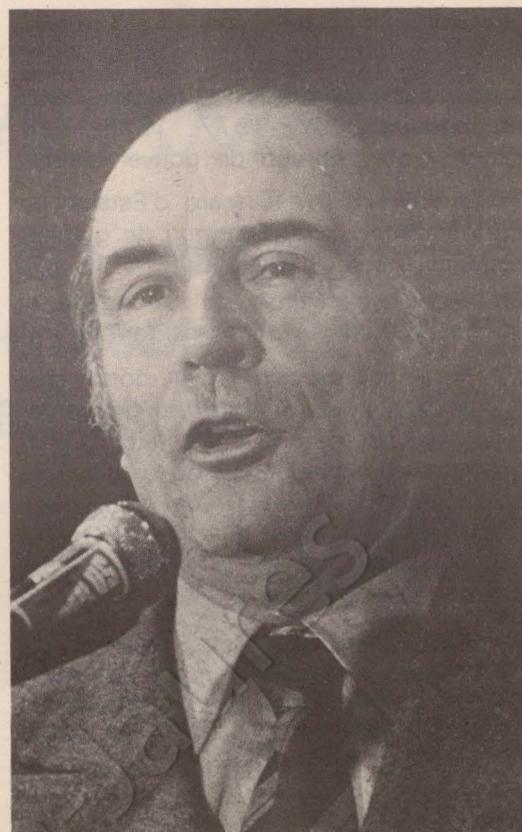
Quant aux interprétations sur le Programme commun, il m'est arrivé moi-même d'avoir quelquefois les oreilles chauffées. Mais rassurez-vous, chers camarades, pas simplement par ce que disaient les socialistes ! Il m'est arrivé moi-même de me dire, en exégète compétent, puisque je suis l'un des signataires : tiens ? Nos partenaires en prennent à leur aise.

Personnellement, je n'ai jamais donné mon accord, ni la direction du Parti socialiste, sur une interprétation du Programme commun qui aurait supposé qu'il était fondé sur une croissance de 8 %. Jamais ! Et cela ne fait pas partie du contrat. De telle sorte qu'à partir du moment où l'on a ce différend, que faut-il faire ? Comme nous l'avons fait ? C'est la première fois que j'en parle. Nous n'avons jamais voulu altérer le débat public par des critiques de ce genre. Après tout, nous nous disions : "nos camarades communistes, c'est ce qu'ils croient. Nous pensons qu'ils se trompent, cela ne doit pas faire l'objet d'un débat public mais, en tous cas, le Programme commun ne nous y contraint pas."

Nous avons davantage aligné nos positions sur une croissance que nous estimions entre 6 et 6 et demi pour cent, ce que confirmaient la plupart des experts.

Je donne cet exemple, c'est le moins offensant possible.

Et ceci nous amène à dire : **pourquoi demander aux travailleurs de payer la crise, alors qu'ils ne font que cela ? Qu'ils la paient déjà ? Qu'ils la paient avec le pouvoir d'achat, qu'ils la paient**



M.-P. GUÉNA

avec l'absence de primes pour le logement, qu'ils la paient avec les heures dans le métro, qu'ils la paient avec l'inquiétude sur l'éducation des enfants, qu'ils la paient du matin au soir ? Qui donc aurait songé à demander aux travailleurs de France d'être ceux qui paieraient pour le compte des autres, et surtout des privilégiés, une situation dont ils ne sont aucunement responsables, et qui a été bâtie sur leur abaissement ?

Le Programme commun c'est aussi à nous. Nous sommes copropriétaires...

Entrer dans le processus du système actuel ? Je me permettrai simplement de faire une toute petite incidente, concernant la terminologie, camarades, que vous oubliez parfois, vous aussi, comme le Parti communiste.

Le Programme commun a un nom très long : "Programme commun de gouvernement de la Gauche". Cela veut dire que le titre même que nous avons signé ensemble signifie que nous l'avons signé en 1972 pour cinq ans, jusqu'en 1977, – on dira 1978, les élections ayant eu lieu en 1973 – afin de gouverner. Ce n'est donc pas une hypothèse de pure école. Comme on ne nous a pas dit – il fallait le dire, alors – que nous entendions d'ici 1978 provoquer la chute du gouvernement par des mouvements révolutionnaires à la base, moi j'avais pensé que la démarche était admise d'une stratégie procédant à une prise de conscience progressive des masses, et donc que le suffrage universel redevenait un instrument





tout à fait moderne pour l'appréhension du pouvoir. 1972-1977, 1973-1978, Programme commun de gouvernement.

1973-1978, il y a Giscard d'Estaing, et c'est le Programme commun de gouvernement. J'ajoute "de la Gauche" !

Eh bien, c'est à cela qu'on est engagé, et on ne peut pas séparer les termes.

Le Parti communiste était donc bien décidé avec nous à entrer au gouvernement et c'est pourquoi il a fait un programme pour cinq ans... et la stratégie, c'est celle que j'ai expliquée, c'était bien une stratégie, ce n'était pas le renvoi préalable des actuels gouvernants par d'autres moyens que les élections.

Alors, après ce que je vous ai dit tout à l'heure sur les véritables rapports de force d'un président et d'un chef de gouvernement, et d'un gouvernement et d'une majorité issue du suffrage universel, au regard de l'actuelle Constitution. Je ne suis pas spécialement un légaliste, j'ai plus de liberté que beaucoup de ceux qui sont dans cette salle, parce que je n'ai pas voté ce texte, je l'ai toujours dénoncé ; mais il n'empêche que tel est le processus sur lequel nous nous sommes engagés, et si vous vous reportez au Programme commun de la Gauche, vous ne trouverez pas un seul mot qui signifie un autre processus.

Bon, alors on voudrait entrer dans un gouvernement de Droite pour conforter l'union ? Erreur, camarades ! **On a toujours dit non !** Nous espérons convaincre les Français de nous donner la majorité, à nous tous, la Gauche tout entière.

Ecoutez, je préfère passer aux aveux, au point où j'en suis... Si 51% des Français votaient socialiste, contrairement à ce que Jean-Pierre Chevènement ressent, moi, cela me ferait plutôt plaisir !

Mais cessons ce jeu, je vous en prie ! Il est bien entendu que la démarche que nous avons acceptée, parce qu'elle correspond à la réalité française, **c'est l'Union de la gauche, et donc l'association étroite et la concordance des objectifs sur la base d'un contrat signé et public des principales formations politiques de la Gauche**, les Radicaux de Gauche, que je ne veux pas oublier, que je salue aussi, et qui sont nos bons camarades, le Parti communiste dont nous mesurons l'importance historique passée, présente et future, et le Parti socialiste dont nous voudrions bien pouvoir en dire autant.

Alors, l'alliance avec le Centre... Il faudrait que nous soyons trop bêtes ! Faites au moins cette concession !

Notre devoir est d'aller au-delà de notre indignation, de dépasser ce stade, de se dire : Eh bien tout de même, puisqu'ils sont inquiets... Il y a quand même une histoire de 50 ans, il y a eu des moments historiques où nous n'avions pas raison. Il en est né une sorte de méfiance, devenue presque instinctive. Nous pourrions souvent en dire autant... Nous sommes les héritiers d'une histoire, et nous n'avons pas le droit de négliger ou de traiter à la légère les propositions du Parti communiste.

Nous le ferons, honnêtement et sérieusement, à la condition qu'il soit bien entendu - je reprendrai une expression devenue proverbiale, qui garde tout son sens, en tout cas pour moi, et pour beaucoup d'autres dans cette salle - que la fin ne justifie jamais les moyens ! J'emploie ici les mots que disait Léon Blum à Tours en 1920, et c'est ce que je dis encore aujourd'hui, à Pau, en 1975 ! Cela n'a pas changé !

A côté de cela, que de motifs d'espérance !

Ce puissant Parti communiste, composé de tant d'hommes et de femmes fidèles à leur engagement, ces dirigeants, dont nous avons apprécié les qualités intellectuelles et l'engagement politique - et bien souvent, je dois le dire, l'hospitalité chaleureuse - qu'est-ce qu'on va leur dire pour les convaincre ?

La vérité, c'est tout ! On va leur dire la vérité, la vérité sur ce que nous sommes. Ce Congrès et la suite devront agir sur ce terrain.

Des actions communes ? A la base ? Au sommet ?... On va en discuter. Mais, peut-on confondre avec action commune la seule proposition que je connaisse - si vous avez entendu parler d'autre chose, dites-le moi ! - qui est de rassembler des auditoires dans 10 meetings tenus dans 10 villes de France ? Moi, je ne connais que cela, comme "action commune", jusqu'alors, et d'ailleurs il n'y a que cela qu'on ait refusé. Il n'y a que cela !

Alors, je le dis hautement et je rejoins en même temps la troisième partie - et dernière - de mon exposé : les actions communes à la base, chers camarades, qui les exprimez de façon aussi passionnée, aussi tendue, comme une sorte de reproche à l'égard de la direction, je vais vous retourner le compliment et vous dire : mais des actions communes à la base, quoi ? Alors, vous n'en faites pas ?

Si vous n'en faites pas, il faut qu'on s'en préoccupe ! Il faut que la direction s'informe mieux de ce qui se passe au sein du Parti socialiste, voie pourquoi le Parti socialiste se serait relâché.

Quoi ? Pas d'actions communes ?

Teyssère, secrétaire fédéral de la Nièvre, vous n'avez pas fait une action commune dans l'usine occupée, avec 150 travailleurs ?... Cela n'a pas eu la réputation de quelques autres, bien entendu... On n'a pas été les premiers autour des travailleurs, à l'entreprise Schuet ?

Les camarades de l'Aude et des Landes, que nous demandent-ils ? L'emploi, la décentralisation, la vie chère, le logement... Quand il y a une maison qui s'écroule, une H.L.M. qui ne se crée pas, un ensemble qui est retardé, les murs trop légers, les toits qui cèdent au mauvais temps, des centaines ou des milliers de gens qui viennent de la campagne et qui attendent encore leur tour, des queues qui s'allongent derrière les agences de l'emploi... quoi ? Vous ne faites pas d'actions à la base ?

Et parce qu'il y aurait un communiste, vous n'iriez pas ? C'est ce que vous faites ? Sans doute, puisque vous nous demandez de vous y autoriser...

Mais vous y êtes autorisés depuis le mois de juin 1971... et je dirai que vous y êtes autorisés depuis deux ans plus tôt, 1969. Alain Savary, est-ce que je me trompe ? 1971, cela va faire quatre ans, 1969, cela va en faire six... et cela fait six ans que vous ne le savez pas ?

Les actions communes à la base, elles sont la loi, et la tactique, et la stratégie, et la politique, et l'action sociale, et l'action militante du Parti socialiste. Jamais nous ne récuserons une action à la base dès lors qu'un communiste, qu'un P.S.U., qu'un radical de gauche, qu'un militant d'organisation familiale ou de société quelconque qui se trouve offensé par une misère ou un malheur vous sollicite.

Alors, je ne comprends vraiment pas cette difficulté. Les actions communes ne sont pas à négocier.

Ah si !... Peut-être, les actions communes au niveau national, c'est-à-dire les grandes campagnes d'action nationale. Oui, en effet, depuis qu'il existe un Parti socialiste - cela fait quand même soixante-dix ans ! - la direction, quelle qu'elle soit, a toujours exigé d'en contrôler la décision. N'est-ce pas normal ? Vous voulez abandonner à des partis plus fortement structurés, où la réflexion politique est très approfondie, le choix de tous les terrains sur lesquels nous devons nous rendre au niveau des campagnes nationales ? Non, ce ne serait pas de bonne gestion politique. Mais nous ne refusons pas d'examiner, dans le cadre du collectif qui réunit les grands syndicats ouvriers, d'enseignement, et les grands partis politiques de gauche - et même les moins grands - toute campagne d'action nationale qui nous sera proposée.

Le seul point que nous refusons, jusqu'à nouvel ordre – enfin, jusqu'à lundi midi, si vous voulez bien m'apporter de bonnes nouvelles! – c'est des rencontres politiques au sommet, comme on dit – je n'aime pas beaucoup le terme – des responsables nationaux du Parti communiste et du Parti socialiste, et donc, des meetings dans les provinces.

Pourquoi? Parce que rien n'est pire que des rencontres, qui seront comprises par tous les travailleurs comme signe d'un nouveau climat où repartira l'Union de la gauche, enthousiaste, solide et féconde... pour les désespérer le lendemain matin! Notre démarche est donc purement pratique, par respect de l'Union de la gauche telle que nous la comprenons. Et, je le répète, nous sommes prêts à participer à toutes les actions qui nous permettront de défendre, sur le terrain, les choix du Programme commun.

Ce qui fait que je ne suis pas pessimiste, c'est d'abord que je crois aux très grandes qualités d'analyse et à la sincérité profonde de nos camarades de combat, ensuite, c'est pour une raison plus importante sur le plan de l'analyse.

Chers camarades, si nous sommes, les communistes et nous, différents, si le Parti communiste et le Parti socialiste sont des organisations différentes, ceux que nous avons mission de représenter, de défendre, dont nous sommes à la fois les témoins et aussi, je l'espère, intimement mêlés au monde du travail, les frères de combat, tous ceux-là, ce sont les mêmes, et la frontière, le clivage, ne passe pas entre ceux qui votent communiste et ceux qui votent socialiste, qui sont inscrits au Parti communiste, au Parti socialiste; chez les travailleurs de toutes les catégories sociales, appartenant à ce que nous appelons, nous, le front de classe – dans une hypothèse qui, vous le savez, fonde notre action, de lutte de classes – ce clivage, cette frontière et cette séparation ne passent pas par les différences politiques qui nous caractérisent. Ceux dont nous avons la charge, parce qu'ils nous ont mandatés, ce sont les mêmes, et cela nous interdit de pousser plus loin qu'il ne faut les querelles, dès lors que ceux qui en payent le prix, ce sont les travailleurs qui nous ont fait confiance!

L'ÉTAT ACTUEL DU PARTI

Y aura-t-il synthèse entre les deux textes principaux qui ont survécu à l'examen des sections et des fédérations? C'est un problème bien difficile qui, à mon avis, est beaucoup plus sensible sur le plan des

comportements que sur le plan des analyses.

En effet, sur le plan des analyses, il y a ceux qui disent un peu plus et ceux qui disent un peu moins... et il n'est pas sûr que ceux qui disent un peu plus ne fassent pas un peu moins et vice versa! Ce ne sont pas deux notions qui se recouvrent exactement, de même que ne se recouvrent pas exactement les propos de Congrès et les propos de section.

J'ai été vraiment, Jean-Pierre Chevènement, ému jusqu'aux larmes de la suavité de tes propos de ce matin... Je me disais: quel garçon charmant, et le pense depuis

ceux auxquels on s'adresse pour penser une seconde qu'ils pourraient se laisser aller! Il faudrait vraiment que vous vous disiez: "Ils sont plus socio-démocrates que nature! Ils sont sacrifiés d'avance!"

Vous vouliez, chers camarades, si je vous ai bien entendus, une gauche rassemblée? Vous avez parfois même la dureté du ton, parce qu'il faut une gauche rassemblée?

Eh bien! Qu'avons-nous fait, avec vous, mais vous avec nous? Qu'avons-nous fait?

Vous vouliez un Programme commun?



quinze ans que je le connais. Vraiment, on a rarement vu un responsable politique qui ait tant d'agrément... et alors, vous ne pourriez plus vous présenter ce soir comme courant – non; ce n'est pas cela... mais enfin vraiment, tout ce qu'il disait m'allait droit au cœur. Pas question de se séparer – je veux dire au niveau d'une direction, bien entendu il ne s'agit que de cela – car non seulement il apporte beaucoup d'autres choses mais en plus, vraiment, c'est un plaisir de vivre ensemble!

Et je me disais: supposons que Jean-Pierre Chevènement, qui vient de faire ses preuves d'une façon très sympathique, ait des milliers de petits enfants et que, ces milliers de petits enfants, ce soit des adhérents du C.e.r.e.s. et qu'il ait dit la même chose dans les sections, au lieu de nous traiter plus bas que terre... Eh bien! La question ne se serait pas posée! Voilà la vérité! C'est-à-dire qu'il y a deux langages, dans le ton, non pas sur le fond, et qu'on ne peut pas être, pendant un an et demi, offensif, pour à son tour prendre le chiffon – l'éternel chiffon – effacer – bah!... pendant 36 heures – et recommencer!

Il faut avoir une bien piètre opinion de

Vous êtes venus le dire comme s'il était en péril, rajoutant des arguments à l'extérieur. Mais, qu'avons-nous fait, avec vous, et vous avec nous?

Vous vouliez un programme socialiste. Il va bientôt avoir trois ans! Qu'avons-nous fait?

Vous vouliez élargir l'audience, la présence du Parti socialiste dans le monde, et surtout dans le monde opprimé. Qu'avons-nous fait? Avez-vous jamais vu cela dans un congrès socialiste? Combien de pays dans le monde, parmi ceux qui ne sont pas là, où existent des mouvements révolutionnaires pour l'indépendance et le droit à disposer de soi-même, qui n'ont pas langage et accords avec le Parti socialiste français?

Qu'avons-nous fait et au nom de qui vient-on ici demander encore plus, et plus vite, parce que c'est facile? C'est facile d'exciter ou d'exalter un Congrès, au moment où le langage prime...

Vous vouliez un parti de masse, un parti nombreux, vous vouliez un Parti socialiste. On ne l'a pas fait? Et ce n'est rien, cela?





Vous voulez développer notre action dans les entreprises? Mais que faisons-nous? J'ai d'ailleurs entendu, j'en ai été très content, ce matin, l'éloge fait à ceux de nos camarades qui en ont été chargés... On disait 800, au lieu de 50... Tiens! Mais ils en ont été chargés. Par qui? Par qui?

Alors, on ne s'est pas bien entendus, Ce qui est bien, c'est vous, ce qui est mal, c'est les autres? Eh bien! Cela, **ce n'est pas un comportement majoritaire.**

Vous ne voulez pas d'unanimisme! Quand vous m'aurez expliqué les différences entre l'unanimisme et la synthèse.

Alors, si c'est simplement pour nous accorder que nous faisons la synthèse (question à répondre) la motion l sera simplement un peu plus "unanimiste", un peu plus "attrape tout", et le "référendum", après avoir suivi des voies détournées, sera plus beau que jamais!

Si bien que j'en viens au même point. Les différences idéologiques, elles existent, mais elles ne correspondent pas - Joxe l'a très bien dit - au clivage des motions.

J'en reviens au problème de comportement. Je ne peux pas considérer qu'une fois la proportionnelle appliquée, - ce qui veut dire que quoi qu'il advienne de ce Congrès, de la synthèse ou de la non-synthèse, **tous les courants de plus de 5% seront représentés conformément à leur droit au Comité directeur et au Bureau exécutif** - cela soit encore en jeu. **Le problème est celui du Secrétariat**, celui qu'un de nos camarades appelait "le gouvernement du Parti", bien que le secrétariat ne soit que l'exécutif de l'exécutif.

Il y a une chose sur laquelle il faut bien que ce soit clair: tant que, et j'insiste sur ces deux mots, j'aurai cette responsabilité, aucun d'entre vous ni aucun courant ne s'installera dans des places fortes et **il n'y aura pas de partage du pouvoir, chacun fabriquant son parti contre l'autre...**

Je suis responsable de ce Parti au premier chef. Et j'entends bien signifier que tant que je resterai Premier secrétaire du Parti, mon Parti, c'est le Parti socialiste. Et s'il est aussi le vôtre, à vous tous, alors, il convient que vous vous incliniez et que vous vous soumettiez devant **les décisions de ce Parti** et jamais devant aucune autorité fractionnelle de courant que vous voudrez. Si vous renoncez à ce droit, vous



M.-P. GUÉNA

ne serez plus rien, et je redoute le moment où, emporté par le désir de chacun de s'affirmer soi-même, le Parti, dans une crise d'adolescence, après une longue histoire, ne se brise.

Nous en sommes ici tous comptables et tous responsables.

Il y a donc un certain comportement aussi au niveau de la responsabilité, en qualité de Premier secrétaire du Parti socialiste. Si chacun de ceux qui participent à une synthèse ont naturellement le droit de participer au secrétariat et d'y être correctement, honnêtement et amicalement reconnus, cela ne va pas au-delà. Et si cela devait aller au-delà, oui, je le dis, j'en appellerais au Parti tout entier, et je demanderais au Parti d'assurer lui-même sa survie contre ceux qui oublieraient que leur premier devoir, c'est (ce mot a été dit) le "service".

Voyez-vous, chers camarades, la gauche et le socialisme, pour vous, pour moi, c'est ce qui nous relie. Dès que nous sortons de ces débats (ils ne sont pas déplaisants dès qu'ils ne dépassent pas un certain degré d'acuité), on se retrouve vraiment, souvent avec joie, on se sent vraiment, vraiment de la même maison... On l'appelait autrefois "la vieille maison"... Rien ne me paraît plus touchant, plus juste, plus émouvant, que cette référence des plus vieux d'entre nous à ce qui fut leur si long et si difficile combat, depuis 55 ans! A nous, c'est notre maison, elle n'est plus neuve, mais c'est la nôtre à nous tous. Chacun d'entre vous y a sa place, croyez-nous, majorité, minorité. Cela n'a rien d'infamant d'être une minorité, c'est la règle de la démocratie, et la règle de la démocratie c'est la règle du socialisme. Pas d'aller au-delà. Qui parle de rupture, dès lors qu'il s'agit d'appliquer les règles fondamentales d'un parti démocratique?

POUR moi, puisque c'est moi qui parle, le socialisme tel que je le conçois, c'est d'abord une sociologie, c'est d'abord des classes sociales, un front de classes. Ce n'est pas un salmigondis auquel n'échapperaient que quelques milliardaires. C'est un front de classes, rassemblées, à partir de la classe ouvrière, par des conditions de vie et de travail, d'exploitation et de domination, subies, insupportables, pour la libération, d'abord économique, en même temps culturelle, politique, économique et sociale. C'est une sociologie, c'est-à-dire que ce sont certains Français, femmes et hommes de France, dont nous sommes, je le répète, les défenseurs et les représentants. Et c'est d'abord à eux que nous nous adressons, sans confondre mais en sachant bien qu'ils sont la majorité du peuple, même quand ils ne le savent pas.

C'est ensuite une philosophie, une façon de considérer l'histoire du monde et l'histoire des hommes. Le mot "liberté", pour nous, prend un sens dix fois surmultiplié, dès lors qu'on parle de responsabilité ou bien d'auto-gestion. C'est aussi une politique, une démarche, des choix objectifs, des moyens. C'est aussi une pratique. Le socialisme, enfin, c'est une science. Et ceux qui oublient que la raison et la connaissance sont à l'origine du socialisme, avec les conditions de l'exploitation humaine, ne sont pas socialistes. Enfin, le socialisme, chers camarades, je vous répète, c'est une morale qui commence par un mot oublié, qui reste ma propre loi (j'espère aussi la vôtre), la morale du socialisme, c'est la tolérance.

Et lorsque la tolérance, l'esprit de tolérance, perd du terrain, j'ai peur pour le socialisme; je voudrais qu'il en gagne, je n'en suis pas sûr, et c'est ce qui déterminera mon choix.